

**IRAK**

Washington rappelle Berlusconi à l'ordre

Page B 5



**CULTURE**

Les musées veulent 18 millions de Québec

Page B 8



# ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

## Pilule anti-Jetsgo

À la première réaction, il peut être légitime de faire appel aux pouvoirs publics afin que le législateur protège mieux le consommateur contre des fermetures sauvages à la Jetsgo. En deuxième lecture, on se rend trop souvent compte que de telles revendications peuvent difficilement recevoir une écoute favorable lorsque cette façon de faire dénoncée n'est pas, au bout du compte, une pratique d'industrie.

La fermeture de Jetsgo a été sauvage. L'annonce, faite par communiqué, est apparue sur les fils de presse à minuit dix dans la nuit de jeudi à vendredi dernier. Avec effet immédiat. Une décision qui a laissé en plan 17 000 passagers — appelés à trouver seuls une autre solution — et qui a retiré leur emploi à quelque 1200 personnes. Un tel choc aurait-il pu être adouci? Jusqu'où le législateur peut-il intervenir afin d'éviter une répétition d'un tel scénario? En définitive, peut-on protéger complètement le consommateur contre les pratiques d'un capitaliste pur œuvrant au sein d'une industrie on ne peut plus capitaliste?



Gérard Bérubé

Au milieu des années 90, alors que les cendres de Nationair étaient encore chaudes, Ottawa était intervenu afin de mettre un terme au chaos qui prévalait alors dans un segment de l'industrie du transport aérien, celui du vol nolisé. À cette époque, n'importe qui pouvait s'improviser charter. À peine Nationair venait-elle de plier l'échine que des Fortunair, Destinair et Triton se bousculaient aux portes pour avoir leur place au soleil aux côtés des joueurs présents tels Transat, Royal, Canada 3000 et Air Club International. C'était beaucoup de monde pour un marché, celui du voyage-vacances, somme toute restreint. De ces joueurs, dix ans plus tard, il ne reste plus que Transat.

Le gouvernement fédéral avait alors sonné la fin de la récréation. Ne sera plus transporteur qui veut, avait-il clairement dit. De nouvelles balises ont donc été mises en place, venant entre autres modifier les préalables à l'obtention d'une licence dans le segment du vol nolisé. Les conditions d'octroi de telles licences ont été resserrées. Si, auparavant, il fallait faire la preuve de sa citoyenneté canadienne, démontrer qu'on détenait les polices d'assurances requises et avoir un permis d'exploitation délivré par Transports Canada, le tout était désormais accompagné de tests de santé financière permettant de poser un diagnostic sur la capitalisation et les liquidités du transporteur en gestation.

Afin de prouver le sérieux du nouveau transporteur, le législateur mettait également fin à une pratique, courante à l'époque, qui consistait à financer le lancement de l'entreprise par une prévente de billets. Il était désormais interdit aux aspirants transporteurs de procéder à la vente de billets avant l'obtention de leur licence.

Mais tout cela valait pour le lancement d'une compagnie aérienne et dans un segment précis, celui du vol nolisé. Une fois le contrôle à l'entrée effectué, que faire lorsque la situation financière de la compagnie aérienne se détériore en cours d'exploitation? Dans le cas de Jetsgo, lancé en juin 2002, le premier exercice aurait été rentable, avec un bénéfice de 781 000 \$. Le deuxième, clos en juin 2004, s'est soldé par une perte de 9,6 millions. Déjà, en mars 2004, les doutes planaient sur la rentabilité de Jetsgo, mais Michel Leblanc avait coupé court aux rumeurs en faisant l'annonce-surprise d'une injection de 25 millions venant d'une institution financière américaine. La situation s'est détériorée par la suite, amplifiée par l'explosion du prix du kérosène, les documents déposés en cour faisant état d'une perte de 55 millions pendant la période terminée le 28 février 2005, dont 22 millions uniquement depuis janvier.

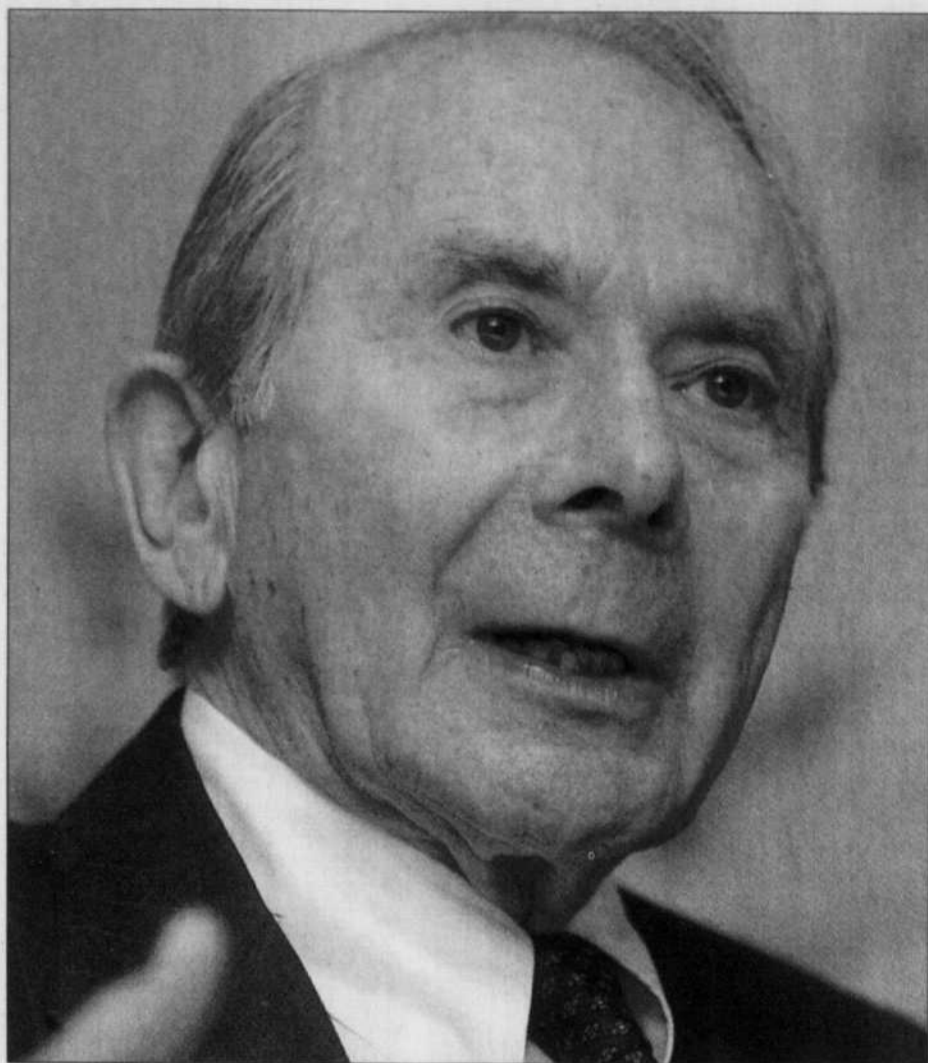
Difficile, donc, de sonner l'alarme. Une alarme qui, venant d'un gouvernement, n'aurait eu pour conséquence que de précipiter un scénario qui peut toujours être évité. La mise de fond salvatrice de mars 2004 aurait-elle été possible si un quelconque avertissement avait été émis peu avant? Souvent, la situation dégénère rapidement dès qu'un transporteur commence à éprouver des difficultés à couvrir ses frais d'utilisation des installations aéroportuaires et des systèmes de navigation aérienne. Mais que peut faire l'autorité réglementaire lorsque ces secousses surviennent dans une conjoncture difficile comme celle qui prévaut à l'heure actuelle? Que peut-il faire d'autre que d'être patient tout en s'assurant que la précarité ne compromette pas la sécurité des passagers?

Les signaux étaient pourtant visibles. Dès décembre, Jetsgo multipliait les offres promotionnelles non viables d'un point de vue économique. Le 3 décembre, le transporteur proposait des vols à 19 \$ et 49 \$ à partir de Toronto, d'Ottawa ou de Montréal. Le 6 décembre, il offrait des vols à 19 \$ et à 49 \$ vers ces trois mêmes villes à partir de la plupart des destinations canadiennes et de New York. Le 3 janvier, Jetsgo proposait son solde d'après Noël sur des vols à partir de Toronto pour 29,05 \$. Puis, le 1<sup>er</sup> février, c'était la grande promotion à 1 \$ sur les vols en partance de Toronto.

Tout cela avec, pour préalable, l'achat d'un billet dans l'autre sens au prix régulier. Visiblement, Jetsgo souffrait alors d'un besoin de liquidités. Les documents de la cour ont démontré qu'à la fin, le transporteur finançait ses activités avec de l'argent encaissé sur des engagements à venir.

Le fait d'exiger que cet argent soit conservé en fiducie n'aurait eu pour conséquence que de clouer plus tôt au sol les avions de Jetsgo.

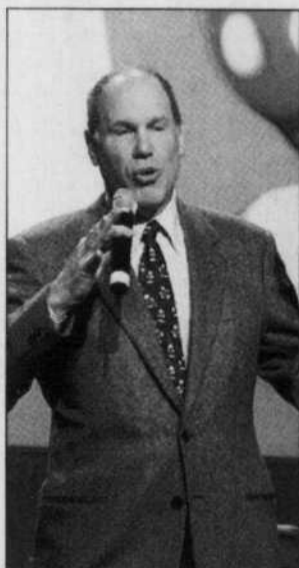
Pour ce qui est de la façon de faire retenue par Michel Leblanc, en quoi ces garde-fous auraient-ils permis un scénario différent?



CHOI JAE-KU AFP



LARRY W. SMITH STRINGER AFP



PETER MUHLY, MIKE BLAKE REUTERS

Hank Greenberg (AIG), Harry Stonecipher (Boeing), Michael Eisner (Disney) et Carly Fiorina (Hewlett-Packard) ont tous été limogés récemment de leur poste de p.-d.g.

## Les têtes tombent au sommet des entreprises américaines

La valse des p.-d.g. illustre la montée en force des actionnaires

VÉRONIQUE DUPONT

New York — Hank Greenberg chez AIG, Carly Fiorina chez Hewlett-Packard, Michael Eisner chez Disney... Les têtes des p.-d.g. tombent dans les grandes entreprises américaines, où les conseils d'administration comme les actionnaires exercent de plus en plus leur contre-pouvoir.

«Nous assistons à un changement significatif et ce qui se passe est très important», affirme Hugh Johnson, directeur des investissements de Johnson Ilingon Advisors.

Lundi soir, le conseil d'administration de AIG, le premier groupe d'assurances mondial, a mis un terme au règne de près de 40 ans de son p.-d.g. Hank Greenberg à la suite d'une enquête sur une transaction qui aurait visé à gonfler les comptes du groupe.

La veille, le conseil d'administration du géant des médias et du divertissement Disney annonçait le départ de son p.-d.g. de 20 ans, Michael Eisner.

La semaine dernière, c'est Harry Stonecipher, un patron pourtant très respecté, qui quittait précipitamment la direction de Boeing après des révélations sur sa liaison avec une cadre supérieure du groupe.

Quelques semaines auparavant, Carly Fiorina, la très charismatique ex-p.-d.g. de Hewlett-Packard, était limogée brutalement par le conseil d'administration dans la foulée de résultats financiers jugés insuffisants et d'une fusion avec Compaq estimée ratée. Le même sort avait été réservé, fin décembre, à Franklin Raines, le patron de Fannie Mae, le plus important organisme américain de refinancement des prêts hypothécaires, à cause d'un scandale comptable.

**Les conseils d'administration comme les actionnaires exercent de plus en plus leur contre-pouvoir**

**Garde-fou**  
«Historiquement, les conseils d'administration n'étaient pas aussi préoccupés par la gouvernance d'entreprise qu'ils auraient dû l'être aux États-Unis», explique Alenka Grealish, du cabinet de recherche et de consulting Celent. «Et comme des p.-d.g. se savaient sans garde-fou, cela a donné des décisions qui n'étaient pas dans le meilleur intérêt des actionnaires», ajoute-t-elle, en précisant que «souvent, le p.-d.g. était lui-même le président du conseil d'administration, ce qui éliminait la fonction de surveillance du conseil d'administration».

VOIR PAGE B 4: TÊTES

## Wal-Mart: Brossard votera le 1<sup>er</sup> avril

FRANÇOIS DESJARDINS

Alors que le syndicat des quelque 200 salariés du magasin de Wal-Mart à Saint-Hyacinthe prenait place à la table de négociations hier pour présenter son projet de contrat de travail à l'entreprise, il fourbisait également ses armes en vue du vote secret auquel seront conviés dans deux semaines les employés d'une autre succursale, celle de Brossard.

Les efforts de syndicalisation du magasin de Brossard, qui pourrait ainsi devenir le troisième Wal-Mart syndiqué en Amérique du Nord, ont pris des allures de marathon au fil du temps. Le dénouement aura lieu le 1<sup>er</sup> avril, plus de 150 employés devant passer derrière l'isoloir huit mois après le dépôt de leur requête en accréditation, en juillet 2004. «Nous sommes confiants par rapport au résultat», a indiqué hier le président de la section locale 501 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, Yvon Bellemare.

**Le magasin pourrait devenir le troisième Wal-Mart syndiqué en Amérique du Nord**

Pourquoi passer au vote? C'est la Commission des

VOIR PAGE B 4: WAL-MART

## Le pétrole franchit la barre des 56 \$US

New York — Les prix du pétrole ont inscrit de nouveaux records historiques hier à Londres et à New York, portés par les inquiétudes que l'offre de brut en 2005 ne parvienne pas à satisfaire la demande mondiale qui ne montre toujours pas de signe d'accalmie.

A New York, le baril de *light sweet crude* a dépassé le seuil de 56 \$US pour la première fois depuis le début de sa cotation en 1983. Il a grimpé jusqu'à 56,60 \$US, un nouveau record historique, avant de clôturer en hausse de 1,41 \$US, à 56,46 \$US. Il a ainsi battu son précédent record de 55,67 \$US datant de la fin octobre. A Londres aussi, le Brent de la mer du Nord s'est hissé à un nouveau record à 54,95 \$US. Sur la séance, le baril a gagné 95 cUS, à 54,80 \$US.

«C'est comme si la réunion de l'OPEP n'avait pas eu lieu», a constaté Marshall Steeves, analyste de Refco. «Ce qui préoccupe les gens, c'est de savoir si la croissance des approvisionnements va parvenir à suivre le rythme de la demande. Cette question reste sans réponse», a résumé M. Steeves.

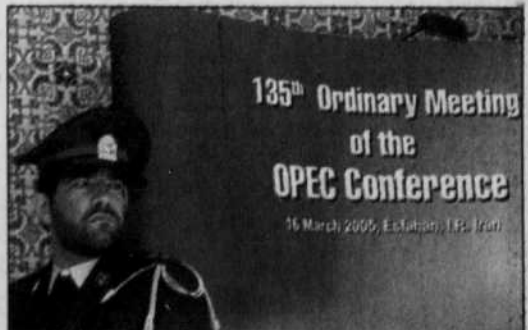
**Augmentation du plafond**

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a décidé hier à Ispahan, en Iran, d'augmenter immédiatement son plafond de production de 500 000 barils par jour, à 27,5 millions de barils par jour (mbj), comme le souhaitait l'Arabie Saoudite et comme le prévoyait le marché. Le cartel prévoit aussi une hausse supplémentaire de 500 000 barils par jour si les prix restent élevés d'ici à la réunion de juin.

«Ce qui a vraiment fait exploser le marché, ce sont les stocks d'essence qui ont baissé mais personne ne s'attendait à ce que ce soit si important. Cela montre que la demande reste solide face à la hausse des prix à la pompe», a souligné Marshall Steeves.

Les stocks d'essence ont reculé de 2,9 millions de barils (mb), à 221,4 mb, la semaine dernière aux États-Unis, a rapporté hier le ministère américain de l'Énergie, bien plus que la baisse d'un million de barils attendue. De son côté, l'Institut américain du pétrole (API), privé, a signalé une chute de 4,55 mb, à 219,04 mb, des stocks d'essence, selon des courtiers sur le marché.

VOIR PAGE B 4: PÉTROLE



RAHEB HOMAVANDI REUTERS

Le marché n'a pas tenu compte des mesures annoncées à l'issue de la réunion de l'OPEP.



# ÉCONOMIE

## La Laurentienne s'associe à la FTQ

*L'institution se consacre maintenant à la recherche d'un partenariat avec une grande banque*

ALEXANDRE ROBILLARD

La Banque Laurentienne multipliera cette année les efforts pour conclure un partenariat avec une banque canadienne mais d'ici là, elle s'associera avec la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) pour offrir ses produits aux syndiqués de la centrale.

«Les prochains mois vont nous permettre de nous concentrer sur la recherche d'une banque partenaire», a déclaré hier le président et chef de la direction de la banque québécoise, Raymond McManus, lors d'une conférence de presse qui a suivi l'assemblée annuelle des actionnaires.

M. McManus a indiqué d'autre part qu'une entente avait été conclue entre la FTQ et la Banque Laurentienne pour offrir des produits financiers aux 550 000 membres du syndicat. «Je crois que cette association avec la FTQ nous permettra d'accélérer la possibilité d'une transaction qui nous rapprocherait d'une autre banque, notamment à cause du bassin de clients potentiels que propose le syndicat», a dit M. McManus.

Quelque 2000 des 3125 employés de l'institution financière sont syndiqués, soit une proportion nettement plus élevée que dans les autres banques. Au début du mois de mars, la Banque Laurentienne a conclu, au terme d'une procédure d'arbitrage, une convention collective les syndiqués, qui sont affiliés à la FTQ.

### Un partenariat

M. McManus a affirmé que cette question d'arbitrage étant réglée, l'institution pourra se consacrer activement à la recherche d'un partenariat avec une grande banque. Selon lui, la Laurentienne serait tout indiquée pour permettre à une des cinq grandes banques canadiennes — Banque Royale, CIBC, Scotia, Banque de Montréal et TD — d'accroître ses parts du marché québécois, dominé par les caisses populaires Desjardins et par la Banque Nationale.

Ce partenariat reste à définir, mais M. McManus croit que les deux institutions pourraient fusionner leurs activités de services bancaires aux particuliers sous l'enseigne de la Laurentienne.

Il fait référence à une association éventuelle en utilisant le mot «vendre» même s'il croit peu probable qu'elle se concrétise par une transaction monétaire. «Une banque partenaire ne devrait pas renoncer à sa présence totale au Québec en s'associant avec nous», a dit M. McManus. Mais la Banque Laurentienne a un meilleur nom, un meilleur «branding» que les autres banques et ça représente pour elles un potentiel de croissance.

M. McManus a indiqué que des discussions préliminaires avaient été entamées avec d'autres banques, mais il n'a pas voulu commenter davantage.



Le président et chef de la Banque Laurentienne, Raymond McManus (à droite), fait son entrée à l'assemblée annuelle de l'institution sous les yeux des actionnaires. Pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 octobre, la Laurentienne a vu son bénéfice net fondre de moitié pour s'établir à 47,8 millions.

Il a indiqué qu'un tel partenariat pourrait prendre entre 12 et 18 mois avant d'être conclu.

La banque compte environ 150 succursales au Québec, ce qui la place au troisième rang au Québec, derrière Desjardins et la Banque Nationale. Septième en importance parmi les banques à charte canadiennes, la Laurentienne voudrait avec un éventuel partenariat devenir «un numéro trois incontestable au Québec».

Pour Susan Cohen, analyste chez Dundee Securities à Montréal, le projet de partenariat avec une autre banque est original mais elle ne voit pas exactement quels seraient les avantages pour l'une des cinq principales institutions canadiennes. «Il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette initiative sera couronnée de succès», a-t-elle dit.

Elle croit néanmoins que la banque doit continuer d'essayer de faire les choses différemment, un bon exemple étant cette association avec la FTQ.

La vice-présidente exécutive de la Banque Laurentienne, Lorraine Pilon, qui participait à la conférence de presse, a indiqué que les produits financiers qui seraient offerts grâce au partenariat avec la FTQ étaient en cours d'élaboration. «Présentement nous sommes en discussion avec les participants du syndicat

pour évaluer quels produits répondraient à leurs besoins», a-t-elle dit.

Durant l'assemblée annuelle des actionnaires, le président du conseil d'administration de la Banque Laurentienne, Denis Désautels, a indiqué que les résultats de 2004, première année de son plan de repositionnement, n'avaient pas été à la hauteur des attentes de la direction de l'institution.

Parmi les faits marquants de l'année dernière, il a souligné le règlement de la convention collective.

Pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 octobre, la Laurentienne a vu son bénéfice net fondre de moitié, pour s'établir à 47,8 millions ou 1,33 \$ par action, comparativement à des profits de 91,9 millions, ou 3,22 \$ par action, lors de l'exercice précédent. Les résultats de 2003 comprenaient toutefois un gain exceptionnel lié à la vente de ses 57 succursales en Ontario à la Banque TD.

La vente de sa filiale BLC-Edmond de Rothschild a cependant permis à l'institution de faire croître son bénéfice net de 47 % au premier trimestre, avec un résultat de 17,3 millions, ou 60 ¢ par action, pour la période se terminant le 31 janvier.

Presse canadienne

## Amende de deux millions pour Valeurs mobilières Desjardins

Valeurs mobilières Desjardins (VMD) et deux de ses cadres ont reçu des amendes totalisant 1 960 000 \$ à la suite d'infractions aux règles de courtage constatées par le Service de réglementation du marché (SRM).

VMD a été condamnée à payer 1 500 000 \$, a indiqué hier le SRM, l'organisme chargé de surveiller les marchés financiers. Jean Pierre de Montigny, président et chef de l'exploitation, s'est vu infliger une amende de 300 000 \$. Jean Luc Brunet, alors responsable de la conformité, devra payer une amende de 35 000 \$. VMD doit également verser 125 000 \$ à SRM afin de défrayer les coûts engagés.

Dans 17 cas, la firme de courtage a omis de consigner, sur la fiche d'ordre, le consentement du client. Le SRM a aussi conclu que l'entreprise avait omis de remplir la fiche d'ordre du client en bonne et due forme.

Même s'il s'agit d'infractions sérieuses, ces écarts n'ont causé aucun préjudice aux clients de VMD. Ni la maison de courtage ni ses employés n'en ont retiré d'avantages financiers, a toutefois indiqué le SRM.

Les faits reprochés se sont déroulés sur une période s'échelonnant entre 2002 et 2004, alors que la maison de courtage était en pleine expansion.

### Surveillance insuffisante

Les vérifications effectuées par le SRM ont révélé des pratiques et procédures insuffisantes en matière de surveillance de la négociation. Des examens trimestriels internes menés par VMD en 2003 et en 2004 ont également démontré de sérieuses lacunes «en matière de surveillance du papier de négociation, notamment l'absence de contrôles quotidiens», en contravention de ce que prescrivait le propre manuel des politiques et procédures de VMD à ce sujet.

«Une culture de conformité doit provenir des plus hauts échelons», a déclaré Maureen Jensen, vice-présidente au SRM. Selon le SRM, «M. de Montigny était au courant des problèmes identifiés par l'organisme de surveillance». Mais il a omis de donner suite à ces problèmes, se concentrant plutôt sur l'expansion de l'entreprise malgré les préoccupations soulevées par l'autorité de réglementation. «Le fait qu'il a été permis à ces problèmes de se détériorer témoigne du manquement de la part du président de s'acquitter des obligations qui lui incombent», a indiqué Mme Jensen.

VMD et son président ont réagi en émettant un communiqué indiquant que la maison de courtage «a mis de l'avant un plan d'action et adopté des mesures concrètes pour que la situation ne se reproduise plus».

Presse canadienne

## Le Québec se classe au 37<sup>e</sup> rang des économies du monde

ÉRIC DESROSIERS

Le Québec est la 37<sup>e</sup> économie en importance dans le monde.

Son produit intérieur brut (PIB) s'est élevé, en 2004, à 210 milliards \$US à parité de pouvoir d'achat, révèlent les plus récentes données de l'Institut de la statistique du Québec dévoilées hier. C'était un peu plus du cinquième de l'économie canadienne, qui s'est classée au 12<sup>e</sup> rang, et bien loin de la première position occupée par les États-Unis et leur PIB de 11,7 billions. Cela le classait néanmoins tout juste derrière la Grèce (36<sup>e</sup>), la Suisse (33<sup>e</sup>) ou la Suède (29<sup>e</sup>) et devant le Portugal (39<sup>e</sup>), la Norvège (43<sup>e</sup>) et le Danemark (44<sup>e</sup>).

Le Québec grimpe à la 20<sup>e</sup> position sur 235 pays et entités territoriales lorsque l'on tient compte de la taille de la population, avec un PIB par habitant de 27 789 \$US, tout juste devant l'Italie et à moins de 1 % de l'Allemagne et de Hong Kong. Le Luxembourg gagne à ce concours, devant les États-Unis, la Norvège, l'Irlande et le Canada, en 7<sup>e</sup> place avec 31 952 \$US.

«Il faut dire que les écarts à ce niveau sont tous petits entre les pays», explique Jean-Pierre Barrette, responsable de la nouvelle publication de l'Institut de la statistique intitulée *Le Québec dans le monde*. *Le Québec était au 19<sup>e</sup> rang en 2003. Il a peut-être remonté en fin d'année 2004. Nos données s'arrêtaient au troisième trimestre, et le quatrième trimestre a été plutôt bon au Québec.*

### Commerce international

Le commerce international a pris une place importante dans cette économie québécoise, avec des exportations de 53 milliards qui équivalaient à 26 % de son PIB. Cette proportion était cependant

encore plus élevée dans l'ensemble du Canada, avec 32 %.

Les produits manufacturiers ont compté pour près de 93 % des exportations québécoises de biens, dont 28 % provenant de secteurs de hautes technologies, tels que l'aéronautique et les télécommunications. Seulement 22 pays ont affiché une plus forte proportion de produits manufacturiers dans leurs exportations. Elle n'était, par exemple, que de 77 % pour l'ensemble du Canada.

Le Québec se classe derrière la Grèce ou la Suisse mais devant le Portugal et la Norvège

La part occupée dans l'économie par les dépenses de l'ensemble des administrations publiques s'est aussi généralement révélée plus élevée au Québec qu'ailleurs. Ces dépenses y ont représenté 22 % du PIB, contre une moyenne canadienne de 19 %. Trente-six pays ont devancé le Québec à ce chapitre, dont la Suède (28 %), les Pays-Bas (25 %) et la France (24 %).

Le Québec se distingue également en matière d'éducation, à laquelle il a consacré 7,5 % de son PIB en 2004, contre 6,6 % dans l'ensemble du Canada. Les Québécois n'ont été devancés, en ce domaine, que par 14 pays, dont le Danemark (8,4 %) et la Suède (7,6 %).

Le Québec a fait encore mieux en ce qui a trait à la part de son PIB consacré aux dépenses en recherche et développement. Il s'y est, en effet, classé au 7<sup>e</sup> rang mondial, derrière le Japon et l'Islande, mais devant les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, lequel est arrivé à la 17<sup>e</sup> place.

Ces efforts visant à améliorer la productivité de son économie seront utiles pour l'aider à faire face au défi démographique qui l'attend. Seulement 21 pays accusent, en effet, une plus faible proportion de citoyens âgés de moins de 15 ans que lui.

Le Devoir

## Transat enregistre une perte nette de 1,8 million

ALLAN SWIFT

Le transporteur et voyageur Transat A.T. s'est donné comme objectif de dominer le marché très concurrentiel de l'Ontario, où il tient actuellement la deuxième position en vertu d'une part de 20 %, a fait savoir hier sa direction.

Le marché ontarien a pendant des années présenté trop de capacité, ce qui affecte les marges bénéficiaires de tous les joueurs, et la seule façon d'y demeurer fort est de le dominer, a affirmé le président et chef de la direction de la société, Jean-Marc Eustache. «Il doit y avoir un leader en Ontario», a déclaré M. Eustache à des analystes de l'industrie, lors d'une conférence téléphonique portant sur les résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2005. «Personne ne semble être [le lea-

der] aujourd'hui, nous voulons l'être, a-t-il ajouté. Nous allons faire le nécessaire pour être le leader en Ontario. Si nous ne pouvons acheter quelqu'un, nous allons croître de façon interne.»

### Discipline

Transat a fait preuve de discipline, ayant augmenté de 12 % sa capacité au Canada en ce qui a trait aux forfaits de vacances, cette année, tandis que l'industrie a globalement progressé de 18 à 20 %, a indiqué M. Eustache.

Le leader du marché, Sunquest Vacations, qui fait partie du groupe britannique MyTravel, détient environ 22 % de l'important marché ontarien, a-t-il dit.

La division du transport aérien de Transat ne profitera de légèrement de la disparition de Jetsgo, la semaine dernière, a par ailleurs

estimé M. Eustache. Jetsgo assurait essentiellement des vols à l'intérieur du Canada, où Transat n'en compte aucun, et quelques-uns en Floride, où Transat en assure peu.

Transat a enregistré une perte nette de 1,8 million, soit 8 ¢ par action, au cours du premier trimestre, clos le 31 janvier, en raison d'éléments non récurrents, mais a connu une hausse de ses revenus. Lors de la période équivalente de l'exercice précédent, l'entreprise avait affiché un bénéfice net de 2,8 millions (6 ¢ par action). Les revenus de Transat ont atteint 588,7 millions lors du premier trimestre 2005, en hausse de 9,6 % par rapport à ceux de 537,2 millions enregistrés lors de la période correspondante de 2004.

Presse canadienne

Vivez la Nouvelle-Orléans

avec **couleur Jazz 91,9** et LE DEVOIR

attitude jazz




Courez la chance de partir pour le berceau du jazz et découvrez les racines mêmes de cette musique qui vous fait tant vibrer. Prix : Une semaine pour deux au luxueux **Crown Plaza Astor**, en plein cœur du quartier français, sur la célèbre Bourbon Street.

Remplissez correctement le coupon de participation et retournez le à Couleur Jazz. Écoutez attentivement Couleur Jazz 91,9 : Si votre coupon est sélectionné, vous aurez 30 minutes pour nous joindre et devenir finaliste. Le grand tirage aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> avril 2005.

Vivez la Nouvelle-Orléans avec **couleur Jazz 91,9** et LE DEVOIR

attitude jazz

Postez ce coupon avant le 1<sup>er</sup> avril 2005 :  
**Vivez la Nouvelle-Orléans avec Couleur Jazz et Le Devoir**  
 200, rue Laurier Ouest, bureau 250  
 Montréal (Québec) H2T 2N8

Participez autant de fois que vous le voulez. Aucun fac-similé accepté.

Prénom : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Téléphone (jour) : \_\_\_\_\_

Téléphone (soir) : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

ÉCONOMIE

GM est en crise

EN BREF

Microtec s'entend avec Securex

Le fournisseur de services de sécurité Microtec qui, en novembre, avait recouru à la loi de la faillite, a annoncé hier qu'il joint ses actifs à ceux de Securex Master. Les deux partenaires ont ainsi créé un fonds de revenus, qui a acquis la «quasi-totalité des actifs de Microtec et de Securex», indique Raymond Gilbert, président de Microtec, basé à Saint-Augustin, près de Québec. L'entente sera soumise aussi à l'approbation des actionnaires de Microtec et de la Cour supérieure du Québec. - PC

Bombardier en Europe

Bombardier Transport a reçu une commande de la société Angel Trains pour la livraison de 36 locomotives TRAXX devant desservir plusieurs communautés européennes. La valeur de cette commande est évaluée à environ 243 millions. Le contrat offre à Angel Trains la possibilité de commander jusqu'à 100 locomotives visées par les mêmes conditions. - PC

JP Morgan règle pour deux milliards

New York — JP Morgan Chase va payer deux milliards \$US pour solder les poursuites intentées contre elle par des porteurs de titres WorldCom lésés par la faillite de l'opérateur télécoms en 2002, a annoncé la banque américaine hier dans un communiqué. Seul Citigroup a versé un plus gros montant que JP Morgan. Le premier groupe financier mondial avait dû payer 2,58 milliards en mai 2004 pour mettre fin aux poursuites des porteurs d'obligations dans l'affaire WorldCom. Si cet accord à l'amiable et les autres accords atteints plus tôt dans cette affaire sont approuvés par la justice, cela élèvera le montant total des fonds recouvrés par les plaignants de l'action en nom collectif liée à WorldCom à plus de six milliards. - AFP

Detroit — Le numéro mondial de l'automobile, General Motors, a été forcé de revoir en très forte baisse ses prévisions de bénéfice pour 2005 à cause de ventes décevantes en Amérique du Nord où surcapacité et guerre des prix font des ravages.

GM a annoncé hier que ses bénéfices devraient être environ trois fois inférieurs à ses premières estimations. Sur l'année, la trésorerie devrait afficher un déficit de deux milliards, a-t-il ajouté.

Principale explication de ce sévère avertissement: le net ralentissement des ventes sur le marché nord-américain ces derniers mois, 4X4 de loisirs et berlines confondues.

«Les activités automobiles de GM en dehors d'Amérique du Nord et les activités financières à travers la filiale GMAC continuent d'atteindre voire de dépasser les attentes en termes de bénéfices, mais cela n'a pas été suffisant pour compenser une performance décevante en Amérique du Nord», a résumé l'agence de notation Standard and Poor's (SP).

Coûts fixes

Les marges bénéficiaires de GM sont immédiatement affectées quand les ventes se tassent sur un marché d'une telle ampleur. En effet, le constructeur «a beaucoup de coûts fixes», paiement des retraites ou remboursement des soins médicaux, a dit le p.-d.g., Rick Wagoner.

Avec la métallurgie ou le transport aérien, l'automobile est traditionnellement aux États-Unis un des secteurs pour lesquels les retraites sont les plus coûteuses, eu égard aux effectifs pléthoriques. Les conditions salariales négociées par des syndicats puissants contribuent aussi à alourdir ces coûts fixes.

Ainsi GM a prévenu la semaine dernière que 3000 salariés qui seront licenciés en mai d'un gros site d'assemblage du Michigan continueront de per-

cevoir leurs salaires sauf cas de retraite anticipée ou redéploiement. Coût mensuel estimé: 20 millions \$US. Les provisions plombant les comptes seront à la mesure.

Art Hogan, principal stratège boursier de la banque Jefferies, évoque «une déferlante de mauvaises nouvelles» pour General Motors.

Depuis un an, hormis la flambée du pétrole jouant en défaveur des 4X4 très gourmands en carburant, les coûts de l'acier ont été multipliés par deux, souligne M. Hogan. «Certes ces coûts de l'acier peuvent baisser mais pas ceux de la protection sociale», ajoute l'analyste. Cela reviendrait à demander aux ouvriers de GM d'arrêter de vieillir.

Côté produits, GM et Ford ont plutôt accusé le coup en début d'année, et la plupart des experts soulignent que le germano-américain DaimlerChrysler bénéficie de la meilleure «dynamique» du moment grâce à ses nouveaux modèles.

Pour GM, «les ventes des principaux nouveaux modèles lancés récemment n'ont généralement pas été à la hauteur des attentes», poursuit Scott Sprinzen, de Standard and Poor's. «Avec de plus grandes conséquences sur la rentabilité, GM a subi la faiblesse des ventes de ses modèles de VUS de tailles moyenne et grande malgré des promotions sensiblement relevées», ajoute-t-il.

Parmi les grands constructeurs GM est sans doute celui qui a poussé le plus loin le concept de rabais en offrant par exemple des crédits de financement à taux zéro. Il semble vivre aujourd'hui un douloureux retour de boomerang. Ces programmes d'incitation, très coûteux pour les fabricants, «sont désormais ancrés dans l'esprit des consommateurs. Il sera difficile de les en déloger», remarque M. Hogan.

Agence France-Presse

TÊTES

SUITE DE LA PAGE B 1

Mais l'adoption de la loi Sarbanes-Oxley à l'été 2002, dans la foulée d'une série de scandales financiers retentissants aux États-Unis au premier rang desquels WorldCom et Enron, a changé la donne. «Cela a transformé profondément la manière dont les conseils d'administration opèrent», estime M. Johnson.

Les administrateurs, en particulier les administrateurs indépendants, «peuvent maintenant être tenus personnellement responsables de malversations ou de mauvaises décisions prises dans une société», note Mme Grealish. «Ils ne peuvent plus se contenter de siéger au

conseil sans rien faire», poursuit M. Johnson.

D'après lui, le départ de Hank Greenberg doit beaucoup au fait que «la pression montait sur Frank Zarb, le principal administrateur indépendant d'AIG, pour qu'il agisse».

Les actionnaires

Alenka Grealish insiste également sur un autre phénomène: la montée en puissance des actionnaires. «Il y a beaucoup d'investisseurs institutionnels très puissants aux États-Unis comme les fonds de pension», note-t-elle, citant notamment Calpers, et «ils se sont brûlés les doigts» pendant l'explosion de la bulle financière de la

fin des années 90 et les scandales financiers.

C'est à une fronde d'actionnaires que Michael Eisner doit son départ accéléré de Disney. Il y a un an, l'assemblée générale lui avait porté un coup qui s'est révélé fatal lors d'un vote de défiance qui lui a valu la présidence du conseil. Depuis, la pression des actionnaires, largement relayée par les médias et aggravée par la sortie d'un livre très critique, n'a pas faibli et le conseil de Disney, pourtant réputé inféodé à son p.-d.g., a décidé de clore le chapitre Eisner un an plus tôt que prévu.

Agence France-Presse

WAL-MART

SUITE DE LA PAGE B 1

relations du travail qui en a décidé ainsi. Il faut dire que la section locale 501 avait d'abord procédé par signature de cartes. Mais la campagne de sollicitation avait pris fin peu après, lorsque certains militants s'étaient dits victimes d'intimidation par l'employeur, chose qu'a confirmée la Commission deux mois plus tard. Parallèlement, le syndicat demandait à la Commission d'ordonner la tenue d'un vote, et celle-ci a rendu sa décision le 4 mars.

«Cela [les épisodes d'intimidation] a un impact, mais nous sommes très confiants d'obtenir un vote positif», a dit M. Bellemare, s'empressant de mentionner un épisode plus récent à Sainte-Foy, où la compagnie a aussi été montrée du doigt pour cause d'inconduite. «Ce sont des stratégies d'entreprise. Il est bien évident que c'est difficile pour les salariés, mais on pense qu'ils sont assez forts et convaincus de vouloir se donner un syndicat.»

Il a été impossible hier de joindre la haute direction de Wal-Mart Canada, dont le siège social est situé en banlieue de Toronto. Mais l'entreprise, qui déplore la loi québécoise permettant l'accréditation d'un groupe d'employés par signature de cartes, a souvent fait état de sa préférence pour les votes secrets.

Début des rencontres à Saint-Hyacinthe

À Saint-Hyacinthe, où les em-

ployés ont obtenu l'autorisation de se syndiquer en janvier, on procédait hier à la présentation des demandes syndicales et l'ébauche du calendrier, a dit M. Bellemare. «Ce qu'on tente d'obtenir, c'est une convention collective qui ressemble à ce qu'on a dans le secteur de l'alimentation et du commerce de détail», s'est-il limité à dire. La rencontre s'est bien déroulée, a-t-il indiqué en fin de journée dans un communiqué.

Ces propos reflètent l'essentiel de ce qu'affirment la section locale 503 lors des négociations pour le magasin de Jonquière, que l'entreprise fermera le 6 mai sous prétexte qu'il n'atteint pas ses objectifs financiers, et encore moins si les demandes syndicales entraînent en vigueur. L'affaire suit maintenant son cours devant un arbitre nommé par le ministre du Travail.

Dans le cas de Jonquière, cependant, Wal-Mart avait émis son avis dès le début des négociations. «Je ne dis pas qu'ils ne feront pas pour Saint-Hyacinthe, mais la compagnie dit depuis longtemps à ses employés que la succursale est l'une des plus rentables au Québec», a dit M. Bellemare.

En cas d'impasse à Saint-Hyacinthe, a dit M. Bellemare, les TUAC demanderaient à la nomination d'un conciliateur, puis éventuellement celle d'un arbitre, dans l'espoir de faire imposer une convention collective.

Le Devoir

PÉTROLE

SUITE DE LA PAGE B 1

«En gros, l'OPEP s'est mise d'accord pour légitimer la surproduction actuelle et envoyer un message aux marchés disant qu'elle va essayer de modérer les prix», a estimé Simon Wardell, analyste au centre de recherche Global Insight. «Mais la vraie question est: le peut-elle? Si l'Arabie Saoudite augmente vraiment sa production, alors la capacité excédentaire de production de l'OPEP sera extrêmement réduite.»

Seul pays au monde à disposer de réelles capacités excédentaires de production à l'heure actuelle, l'Ara-

bie Saoudite affirme pouvoir encore fournir 1,5 mbj de brut, mais les analystes évaluent plutôt ce chiffre à 700 000 barils par jour.

«Que se passera-t-il pendant la deuxième moitié de l'année quand la demande va franchement accélérer?», s'interroge Frédéric Lasserre, analyste à la Société Générale. «On ne voit plus très bien qui pourra mettre des barils sur le marché.» La demande pourrait en effet décoller plus tard cette année alors que la Chine prévoit de constituer ses réserves stratégiques à partir du mois d'août.

Agence France-Presse

Téléphone: 985-3322  
Télexcopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES  
100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
300 • 399 MARCHANDISES  
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI  
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES  
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES  
DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 8H30 À 17H00  
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.  
Téléphone: 985-3322  
Télexcopieur: 985-3340  
Conditions de paiement: cartes de crédit

AVIS  
À TOUS NOS ANNONCEURS  
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.  
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.  
Merci de votre attention.

Soyez généreux.  
LA FONDATION DE L'ÉDUCATION DE MONTRÉAL POUR ENFANTS  
(514) 934-4846  
www.fondationpourenfants.com

Leclerc, Cécile (née Fournier) 1912-2005  
Est décédée, le lundi 14 mars 2005, à l'hôpital St-Mary's, à l'âge de 92 ans, Cécile Fournier Leclerc, domiciliée à Outremont.  
Fille d'Anna Dionne et de Pierre Fournier, de Saint-Honoré du Témiscouata, et veuve de Théophile Leclerc, originaire de Cabano et décédé accidentellement à Rapide 7, Abitibi, en 1954.  
Cécile Fournier Leclerc laisse dans le deuil ses quatre enfants, Marcelle, Yves (Manon Gravel), Nicole et Denise, son petit-fils Renaud Leclerc, ses deux sœurs, Robertine (Fournier) Rioux et Lucille (Fournier) Roy, son frère Léo Fournier, de même que de nombreux neveux et nièces.  
Une réunion de prières aura lieu le samedi 19 mars, à 15 heures, au salon:  
Alfred Dallaire  
MEMORIA  
1111, ave. Laurier O., Outremont  
www.memoria.ca 514 277-7778

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE  
PLATEAU (mètre Laurier)  
26, 8 1/2 rénové, 3 ch., pl. lattes, murs brique, 2 balcon, grande terrasse. 248 000\$. 514-278-5341  
ROSEMONT (Près métro Cadillac)  
Adossé à boisé. Rez-de-ch. 1200 p.c., 2 ch., 2 s.b., pl. chêne, etc. terrasse. Garage, piscines int./ext., gym. 234 000\$. 514-259-7571  
115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL  
KAMOURASKA  
Maison de 90 ans située coeur du village. Cour arrière vue fleurie 11<sup>ème</sup> étage sur terrain 6200 p.c. 418-661-7484 soir  
135 TERRAINS  
LOT BOISÉ part. aménagé  
(sentiers, jardinage), vallée Jacques-Cartier, site remarquable et tranquille. Idéal chasse et plein-air, prox. parc. 101 acres. 149 000\$. 418-628-5224 Jean-Guy 450-773-0915 Danièle

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER  
LACHINE - Haut de duplex, 5 1/2 s. lavage, boiserie, 2 stat., près de tout. 1 juil. 925 \$ 5/m (chauffé). 514-634-8493  
LAURIER-HUTCHISON  
4 1/2 rénové, 4 électros, stat. inclus Libre imm. 1 495\$ 514-924-4383 514-844-7275  
MERCIER  
5 1/2, bas duplex + s.s., 2 s. de b. Garage dble. Cour avec piscine. 1 400\$ Juillet. 514-259-8485  
MÉTRO BEAUBIEN  
3 1/2, entièrement rénové. Libre. 665 \$m. 514-278-2574  
MONTRÉAL 5 1/2 rénové, non-ch. rue paisible, entre St-Michel et Pie IX. 650 \$m. Juil. 514-328-5728  
N.D.G. - Village Monkland  
Bas duplex, 6 1/2 r. rénové, pl. bois franc, boiserie, foyer, cour arrière. Enfants bienvenus. Non-fumeur. Pas d'animaux. 1 420\$/mois. Juillet ou août. (514) 487-4201  
OUTREMONT - L'ÉMINENCE  
St-Joseph/Laurier  
3 1/2 à 1200\$ chauffés, 11 équipés. Piscine, sauna. 514-272-8086  
PETITE PATRIE  
Beaubien/des Érables  
Beau 7 1/2 meublé sur 2 étages, boiserie, vitraux, patio, cour, jardin. 1 600 p.c. Juillet. 1 600\$ 514-374-0818  
PLATEAU - 1400 p.c.  
3e avec mezz., alarme, a.c. Terrasse. Stat. Avil. 1500\$ 514-526-0346  
PLATEAU - Chr.-Col./Marie-Anne  
Pr. métro, 8 1/2, rdc, pl. bois, entr. lav.-séch. Juil. 1 220 \$/m (n.c.) Non-fum., pas d'animaux. rousseau@videotron.ca

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER  
PROMOTION  
POINTE-CLAIRE  
Magnifiques 1<sup>re</sup> à 5<sup>me</sup> à LOUER IMMÉDIATEMENT  
Prix abordable, près des services et centre commercial. Stat. ext. 514-897-4045  
ROSEMONT (2e et Beaubien)  
6 pièces dans haut de duplex. Libre 1<sup>er</sup> mai - 514-899-5236  
163 OFFRE À PARTAGER  
MÉTRO LONGUEUIL  
Grand 4 1/2 ensolleillé, 2 ch. fermées, pl. bois, balcon, ascenseur, plusieurs services (buvanderie, gymnase, resto, coiffeur, dépanneur, etc.) Non-fumeur, transfert d'abonnement gymnase, possibilité meublé. Libre immédiatement jusqu'au 30 juin 2005. 365\$/mois tt inclus Soir (450) 646-9687  
164 CONDOMINIUMS À LOUER  
CENTRE-VILLE  
LAVAL  
Construction neuve en béton. Ascenseur, unité coin ensolleillé, 2 c.c., foyer, a.c., jardin central. Près de tous les services. 1 700\$ 514-965-5030  
HENRI-BOURASSA EST - Condo neuf, gr. 4 1/2, 5e, garage, 1 200 \$/m. 514-327-4850, 514-947-5945  
VIEUX-LONGUEUIL  
Récit, 1250 p.c., 2 c.c., stat. Ascenseur. Près de tout. 1145\$ 450-670-1687 mika@sauter.com  
VIEUX-MONTRÉAL Moderne, lumineux, 1050 p.c., 2 c.c., 4 électros, foyer, a.c., stat. int. Piscine. Libre. 1360\$ 514-645-4031  
165 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER  
ESTRIE - Chalets sur ferme bio, étang privé, petit paradis de calme et de beauté. Mois/année. Mai à sept. Classé \*\*\* (819) 875-5270  
GASPÉSIE - BORD DE MER  
Newport 3 c.c. Sem 418-653-5583 http://pages.videotron.com/luigi  
GASPÉSIE, Parc Fortillon  
Très jolie maison, paisible. Vue panoramique sur montagne et baie de Gaspé. 418-692-5449  
LOCATION SAGUENAY / Anse St-Jean  
Jolie maison ancestrale, 2 min du Ford, 3 càc, tt. équip. Semaine. pages.inf.net/maltefalls 418-696-3534  
175 CHALET À LOUER  
Lac Simon (Chénéville / Duhamel)  
Plage privée sable blanc, terr. boisé, 2 ch., l. cathédrale. 2 mois: juin/juillet, août/sept. 514-332-1404  
210 COMMERCE À VENDRE  
RESTAURANT À ST-SAUVEUR  
(66 places) Plein centre. Fort potentiel. Bon rapport. Prix à discuter. 514-796-4444

555 GARDERIES, AIDE FAMILIALE  
GARDERIE À 7\$ sur le Plateau Mt-Royal 514-288-1921  
560 ENTRETIEN, RÉNOVATION  
Besoin d'une AIDE MENAGÈRE honnête et responsable? NE CHERCHEZ PLUS! Appelez Michelle pour un travail soigné. 514-845-6889 après 19h Références sur demande  
A à Z ENTREPRENEUR RETRAITÉ pour vos projets de rénovation. J. Massé 514-745-0503 1802-912-2117  
575 DÉMÉNAGEMENTS  
G. JODIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres Spécialité: appareils électriques Assurance complète. 253-4374

Pour publication section décès  
Le mémoriel  
www.lememoriel.com  
(514) 525-1149  
2190 Mont-Royal Est  
Montréal, Qc H2H 1K3  
Télec.: (514) 525-7999  
Tous les jours de 11h à 19h30

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS  
Outremont - Secteur recherche  
Parc, métro 6 1/2, 3 ét., poss. terrasse exclusive, foyer, 290 000\$. Jean Legris (514) 917-2529  
OUTREMONT PRÈS BERNARD  
3 c.c., rénovée, boiserie, terrasse, s.s. exclusifs. Pas agent 349 000\$ 514-895-3561  
PLATEAU - À VOIR!  
Condo impeccable, 4 1/2 + mezz. 2 terrasses. Rue Rivard. 279 000\$ 514-598-1116  
www.beaucondo.com

DISCRIMINATION INTERDITE  
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.  
PLATEAU 5 1/2, rdc, rénové, 2 càc, entr. lav.-séch. cour. 1 300 \$/m 450-621-0311  
PLATEAU Condo lumineux  
1 400 p.c., 6 1/2, 2 càc, puits lumière, foyer, 5 électros, vue centre-ville. Poss. gar. int. 2 500 \$/m 450-621-0311  
PLATEAU, rue d'Iberville  
Grand 5 1/2, 3 c.c., entré lav/séch Bois franc et boiserie. 3c. 750\$. Juillet. 514-598-5199

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS  
GOUVERNANTE / NANNY / DAME DE COMPAGNIE  
Honnête, discrète, Permis de conduire, grande disponibilité. Expérience, références. 514-521-3833  
530 COURS  
ATELIER D'ÉCRITURE À MTL  
Sylvie Massicotte Inf 450-247-0489  
POUR CONNAÎTRE L'A B C du métier d'art de l'encadrement: atelier pratique de 30 heures pour débutants. 514-772-8046 www.micromusee.com  
542 MASSOTHÉRAPIE  
NOUVEAU OTM - MASSAGE Professionnel - Acupuncture 635 Provozt Lachine 514-637-1979

Donnez à des gens qui aident des gens qui aident des gens  
Centraide du Grand Montréal (514) 288-1261 www.centraide-mtl.org

ENCADREZ votre PETITE ANNONCE 985-3322  
LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE  
▲ comme coopérant  
▲ comme bénévole  
▲ comme donateur  
(514) 387-2541, poste 240  
Nous vous aiderons à les aider  
www.monde.ca

## LE MONDE



MICAH WALTER REUTERS

Un choix qui ne fait pas l'unanimité.

Présidence de la Banque mondiale

## Bush propose le néoconservateur Wolfowitz

GABRIELLE GRENZ

Washington — Le président George W. Bush a proposé l'un des principaux artisans de la guerre en Irak, l'actuel secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, comme candidat à la présidence de la Banque mondiale, ce qui ne manquera pas de susciter des remous.

Le poste est traditionnellement attribué à un Américain alors que la direction du FMI revient à un Européen. M. Wolfowitz doit encore obtenir l'aval du conseil d'administration qui regroupe les représentants des 184 États membres de l'institution.

Les États-Unis sont l'actionnaire principal de cette institution qui emploie plus de 10 000 personnes à Washington et gère un budget annuel de quelque neuf milliards de dollars pour favoriser le développement des pays pauvres.

L'annonce du choix de l'un des faucons de l'administration Bush, fervent défenseur de l'invasion de l'Irak, a immédiatement soulevé l'ire des organisations humanitaires alors que l'on est resté discret dans les capitales européennes.

Seul le chef de la diplomatie britannique Jack Straw s'est dit prêt à travailler avec M. Wolfowitz lorsqu'il sera officiellement confirmé. «Paul Wolfowitz est le candidat le plus controversé que Bush ait pu choisir», a lancé Njoki Njoroge Njehi, directeur du réseau «50 years is enough», qui lutte pour une réforme des institutions multilatérales. Selon lui, «la balle est maintenant dans le camp des Européens».

Même s'ils ne proposent pas de noms de candidats, les Européens peuvent mettre leur veto à celui avancé par les États-Unis par la présidence de la Banque mondiale. Les Américains avaient fait de même lors de la nomination du directeur général du FMI en 2000, estimant que le candidat allemand, Caio Koch-Weser, était «trop mou». Les Européens avaient dû trouver un autre candidat allemand, Horst Koehler.

Après la nomination récente par la Maison-Blanche d'un autre néoconservateur, John Bolton, comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU, «le message est que la politique étrangère des États-Unis est solidement entre les mains de néoconservateurs», selon Steve Clemons, expert du groupe New American Foundation.

Actuel no 2 du Pentagone, Paul Wolfowitz «saura apporter l'intégrité, l'intelligence, la créativité et la vigueur nécessaires à ce poste», a affirmé le sénateur républicain Dick Lugar, président de la commission de la politique étrangère du Sénat américain.

L'expérience en matière de développement de Paul Wolfowitz se limite toutefois à ses trois années comme ambassadeur américain en Indonésie, de 1986 à 1989. «Je n'ai jamais entendu dire jusqu'ici qu'il se faisait du souci pour les pauvres», a lancé un économiste français spécialiste des institutions financières internationales.

Les États-Unis proposent depuis plusieurs mois de remplacer les crédits octroyés aux pays pauvres, souvent incapables d'honorer leurs dettes, par des dons, au grand dam de certains qui y voient une menace pour les fonds et l'avenir même de l'institution.

Cependant, les défenseurs de la candidature de Paul Wolfowitz aiment à rappeler le cas de Robert McNamara, qui avait pris son poste en 1968 après avoir été ministre de la Défense et dirigé les opérations au Vietnam. Ses 13 ans de présidence ont permis à l'institution de prendre le tournant du développement.

Agence France-Presse

## Pinochet cachait 13 millions

Washington — L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet a tissé pendant 25 ans un réseau financier complexe impliquant des membres de sa famille ou des militaires chiliens pour accumuler au moins 13 millions de dollars dans une centaine de comptes bancaires aux États-Unis.

Une sous-commission sénatoriale américaine a dévoilé mardi soir de nouvelles informations sur les dépôts bancaires de Pinochet aux États-Unis après la révélation en juillet 2004 qu'il possédait de multiples comptes à la Banque Riggs.

«Les nouvelles informations révèlent que le réseau financier de Pinochet aux États-Unis était bien plus développé et impliquait beaucoup plus d'établissements bancaires que nous l'avions annoncé précédemment», a souligné le sénateur démocrate Carl Levin, co-président de la sous-commission d'enquête.

Au total 125 comptes et placements financiers ont été ouverts par l'ancien président, dont 28 auprès de la banque Riggs et 97 d'autres établissements bancaires américains, selon rapport. Les montants déposés à la seule Riggs avoisinaient 8 millions de dollars, pour un total estimé à un minimum de 13 millions.

Plusieurs subterfuges ont été utilisés par M. Pinochet pour créer tous ces comptes auprès d'établissements et filiales de banques américaines de par le monde. Le rapport révèle par exemple que l'ancien chef d'État avait ouvert à Londres en 1996 un compte à la filiale britannique de la Riggs en utilisant des passeports diplomatiques.

Carl Levin a montré les copies de trois passeports falsifiés différents. Avant son arrestation à Londres le 17 octobre 1998, l'ancien dictateur (1973-1990) se rendait régulièrement dans cette ville à l'invitation d'une société d'armements et y rencontrait l'ancien premier ministre britannique Margaret Thatcher.

Agence France-Presse

Retrait des troupes italiennes d'Irak

## Berlusconi se fait rappeler à l'ordre par Washington

CHRISTIAN SPILLMANN

Rome — Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi veut retirer progressivement ses soldats d'Irak à partir de septembre prochain pour répondre à son opinion publique, mais il a été rappelé à l'ordre hier par les Américains et les Britanniques.

«C'était un souhait. Si ce n'est pas possible, ce n'est pas possible. Le désengagement doit être concerté avec les alliés», a-t-il dû concéder hier soir, au terme d'une journée d'explications délicates.

Silvio Berlusconi avait surpris tout le monde en annonçant mardi soir dans une émission sur la RAI, la télévision publique italienne: «Dès septembre, nous commencerons à réduire progressivement le nombre de nos soldats en Irak.» «Mais cela dépendra beaucoup de la capacité des Irakiens à se doter de structures de sécurité acceptables», avait-il ajouté.

Le président américain George W. Bush et le premier ministre Tony Blair lui ont aussitôt demandé des explications et la descente aux enfers des précisions et des démentis a commencé pour le chef du gouvernement italien. «Silvio Berlusconi m'a assuré qu'il n'y avait aucun changement de sa politique», a annoncé George W. Bush au cours d'une conférence de presse à Washington. «Je lui ai demandé si je pouvais dire cela à la presse, et il m'a répondu: "Tout à fait"», a souligné le président Bush.

Silvio Berlusconi est pour sa part revenu sur ses déclarations de la veille. «On prend des phrases et on extrapole, provoquant des crises internationales qui n'existent pas», a-t-il accusé. En effet, il a mis dans l'embarras son homologue britannique en affirmant avoir discuté avec lui de la nécessité de commencer le retrait d'Irak.

«J'en ai parlé avec Tony Blair et c'est l'opinion publique de nos pays qui attend cette décision», avait-il confié, sous-entendant que les Britanniques pourraient également se désengager.

Blair fait une mise au point

M. Blair a fait une mise au point hier. «Ni le gouvernement italien ni nous n'avons donné de date limite pour notre retrait» d'Irak, a-t-il déclaré devant la Chambre des communes. «Nous devons nous retirer quand le travail sera fait, pas avant», a-t-il insisté. Silvio Berlusconi a assuré quelques heures plus tard qu'il n'y avait «aucun malentendu entre lui et Blair».

L'Italie a 3300 militaires en Irak déployés dans la région de Nassiriya (sud) sous commandement britannique. Le Parlement italien a prolongé mardi leur



ATEF HASSAN REUTERS

L'Italie a 3300 militaires en Irak déployés dans la région de Nassiriya.

mission de six mois, jusqu'en septembre.

Un désengagement militaire italien aurait pu précipiter un mouvement des pays alliés en Irak alors que les Pays-Bas et l'Ukraine ont déjà commencé à se retirer et que la Bulgarie s'y prépare.

Le président Bush a mis les choses au point. «Nos troupes reviendront à la maison quand l'Irak sera capable de se défendre lui-même. Et j'ai constaté que les autres alliés ont la même position quand j'ai parlé de cette question avec eux», a-t-il annoncé.

Le chef de la diplomatie italienne Gianfranco Fini a confirmé cette lecture. «L'Italie ne prendra aucune décision unilatérale», a-t-il affirmé à la presse italienne à Bruxelles au cours d'une réunion avec ses homologues de l'Union européenne.

L'annonce d'un désengagement italien d'Irak était essentiellement à usage intérieur et électoraliste, à trois semaines d'un important scrutin, avait analysé toute la presse italienne hier. Les électeurs de 14 régions voteront les 3 et 4 avril. Un sondage paru hier

donne la droite battue par la gauche dans dix régions. Silvio Berlusconi pourrait, d'un point de vue politique, payer très cher d'avoir été contraint de se rétracter par George W. Bush et Tony Blair.

«Tout cela n'est pas digne d'un pays civilisé. [...] Le gouvernement doit venir devant le Parlement et dire exactement ce qu'il entend faire avec les militaires italiens en Irak», a affirmé hier Piero Fassino, le secrétaire général du parti des Démocrates de gauche (DS, ex-communistes), la principale force de l'opposition.

«On ne peut ni ne doit jouer avec la dignité de notre pays», s'est pour sa part indigné le chef de l'opposition et ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi. Il n'est pas possible de fixer un soir le début du retrait des troupes et «de faire marche arrière 24 heures plus tard parce qu'on a été rappelé à l'ordre. C'est contraire aux règles les plus élémentaires de la politique», a-t-il ajouté.

Agence France-Presse

## Des extrémistes juifs veulent investir l'esplanade des Mosquées

Jérusalem — Des extrémistes juifs préparent la prise de contrôle du lieu saint du mont du Temple à Jérusalem-Est, appelé le Noble Sanctuaire ou l'esplanade des Mosquées par les musulmans, afin de saboter le retrait israélien de la bande de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie prévu pour l'été, a affirmé hier la deuxième chaîne israélienne de télévision.

Channel Two TV a diffusé un enregistrement vidéo montrant ces extrémistes, parmi lesquels des rabbins, parlant de se rendre en grand nombre sur le site disputé afin d'attirer l'armée et la police pour empêcher ces forces d'évacuer les colons des territoires, au risque de provoquer de nouvelles violences.

Le conflit israélo-palestinien actuel a en effet éclaté fin septembre 2000 après une visite du premier ministre actuel, Ariel Sharon, au mont du Temple destinée à affirmer la souveraineté israélienne sur les lieux. Le site est particulièrement sensible car s'y trouve la mosquée d'al-Aqsa, érigée là où le prophète Mahomet serait monté aux cieux, et construite sur les ruines des temples juifs de l'Antiquité. Israël a pris le site avec Jérusalem-Est lors de la guerre des Six Jours en 1967, mais le Conseil suprême musulman est chargé de son administration au quotidien.

«Nous devons amener 100 000 personnes au mont du Temple», déclare dans la bande diffusée un homme identifié comme étant le rabbin Chen Eliahu, qui ajoute qu'ainsi les forces de l'ordre devront renoncer à évacuer les colons. La réunion aurait eu lieu il y a quelques jours dans le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem et 30 groupes juifs participeraient au complot. Une «répétition» était prévue dans trois semaines, selon Channel Two.

Le plan de désengagement prévoit le démantèlement des 21 implantations juives de la bande de Gaza et de quatre autres en Cisjordanie cet été.

Par ailleurs, Israël a transféré hier un contrôle sécu-

ritaire limité aux Palestiniens dans la région de Jéricho en Cisjordanie, où des soldats israéliens sont toujours postés au principal barrage.

L'armée a retiré dans la matinée les blocs de béton qui servaient à filtrer le passage au principal barrage israélien à l'entrée sud de la ville, sur la route principale reliant à Jérusalem.

La police palestinienne a établi son propre barrage à un kilomètre plus au sud pour contrôler les voitures entrant dans la ville et empêcher les Israéliens d'y pénétrer, comme l'exige Israël.

L'armée a évacué le barrage d'al-Douyouk au nord-ouest de la ville, ce qui devrait permettre une circulation sans entrave entre Jéricho et Ramallah. D'autres blocs de béton bloquant la route reliant Jéricho à Naplouse resteront en revanche en place à ce stade et pourraient être enlevés plus tard.

«Accalmie limitée»

Enfin, les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, liées au Fatah, le mouvement du dirigeant palestinien Mahmoud Abbas, ont proclamé hier dans un communiqué leur opposition à un «cessez-le-feu de longue durée» et préconisé une «accalmie limitée» dans les attaques anti-israéliennes.

«Nous sommes prêts à une accalmie limitée, à condition que l'ennemi [israélien] cesse ses assassinats, ses incursions et libère les prisonniers [palestiniens]», a précisé le communiqué du groupe.

Les Brigades des martyrs d'al-Aqsa ont ainsi adopté la même position que le Hamas, le principal mouvement islamiste radical palestinien.

L'Autorité palestinienne menée par M. Abbas et différentes formations palestiniennes réunies au Caire s'orientaient hier vers un accord sur la poursuite de l'accalmie.

Associated Press et Agence France-Presse

EN BREF

### Meurtres de détenus

Washington — Au moins 24 personnes sont mortes dans des prisons américaines en Irak et en Afghanistan depuis 2002 dans des circonstances qui, selon les enquêteurs, relèvent d'un homicide présumé ou avéré, a indiqué hier une porte-parole de l'armée de terre américaine. L'armée a ouvert 68 enquêtes concernant le décès de 79 prisonniers en Irak et en Afghanistan, a indiqué le colonel Pamela Hart. Parmi ces cas, 24 sont des homicides confirmés ou présumés, a-t-elle précisé, en soulignant que les enquêtes avaient été closes pour treize affaires et restaient ouvertes pour les onze autres. La porte-parole n'a pas été en mesure de détailler les résultats des enquêtes closes. Quatre soldats ont été poursuivis pour la mort de prisonniers et condamnés à des peines allant de 18 mois à trois ans de prison. Seize autres militaires ont été inculpés, selon une liste non exhaustive de l'armée. Le Pentagone n'avait officiellement reconnu la semaine dernière que six décès de ce type jusqu'à septembre dernier — AFP

### Le Hezbollah restera armé

Beyrouth — Le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, a affirmé que son mouvement entendait garder ses armes «tant que le Liban restera menacé» par Israël, rejetant l'appel du président américain George W. Bush de désarmer. Il répondait à la question de savoir jusqu'à quand la «résistance» (appellation de la branche armée du Hezbollah) resterait armée si le

conflit israélo-arabe se poursuit. «La résistance est un facteur de force essentiel du Liban. On nous demande de désarmer pour que le Liban reste sans défense», a déclaré cheikh Nasrallah. M. Bush a affirmé mardi que le Hezbollah devait prouver qu'il n'est pas une organisation terroriste en désarmant et en soutenant le processus de paix au Proche-Orient. — AFP

### L'ONU menacée au Darfour

Khartoum — L'ONU a retiré tout son personnel expatrié de l'État du Soudan occidental face aux menaces formulées par des milices arabes, a déclaré hier l'émissaire spécial des Nations unies au Soudan. Jan Pronk a déclaré dans un entretien accordé à Reuters que le gouvernement avait certes pris des mesures pour désarmer les milices arabes, dites djandjaouids, dans l'État du Darfour occidental, mais que c'était encore insuffisant. Les djandjaouids sont accusés de mener une campagne d'intimidations à base de viols, de meurtres, de pillages et d'incendies dans les villages non arabes du Darfour. «Les milices djandjaouids ont annoncé qu'elles viseraient à présent tous les étrangers et les convois humanitaires de l'ONU, nous avons donc transféré tout notre personnel à el-Genena», a expliqué Pronk. Les miliciens ont transmis cet avertissement en l'adressant aux chauffeurs des camions de l'ONU dont ils ont saisi le chargement, a-t-il précisé. Des responsables de la sécurité de l'ONU sont actuellement en train d'évaluer la crédibilité des menaces formulées par les milices. — Reuters

Crise en Bolivie

## Mesa annonce des élections

La Paz — Incapable de résoudre la crise sociale bolivienne cristallisée autour d'une loi sur les hydrocarbures qui ne trouve aucun consensus, le président Carlos Mesa a proposé une remise à plat du paysage politique avec l'organisation d'élections générales le 28 août.

Dans un discours radiotélévisé dans la nuit de mardi à hier, le président a annoncé, la voix cassée, qu'il allait proposer, pour sortir de la crise et du blocus des routes, des élections générales (présidentielle et législatives) le 28 août 2005 et le retrait de son projet de loi controversé sur les hydrocarbures.

Pendant ce temps, hier au petit matin, la Chambre des députés a adopté un projet de loi sur les hydrocarbures qui établit à 18 % les royalties et à 32 % les impôts sans compensations ni déductions que devront payer les compagnies pétrolières actives en Bolivie.

Ce projet est plus contraignant que celui de Carlos Mesa (centriste) mais un peu moins dur que celui du leader du Mouvement vers le socialisme (MAS, gauche), Evo Morales, qui exigeait 50 % de royalties.

Pour entrer en vigueur, il doit être ratifié par le Sénat puis promulgué par le président de la République, lequel a déjà annoncé qu'il y mettra son veto. Le texte peut malgré tout être ensuite envoyé au Congrès et adopté sans son accord. «Ce n'est pas un succès complet, mais le peuple bolivien a gagné», a affirmé Evo Morales en annonçant que les planteurs de coca allaient commencer à débloquer les routes du centre du pays.

Pour apparemment clarifier la situation politique du pays, M. Mesa, au pouvoir depuis octobre 2003 et dont le mandat aurait dû se terminer le 7 août 2007, va proposer des élections pour remplacer le président, le vice-président et les 157 députés de la Chambre et du Sénat.

Estimant le pays «ingouvernable», Carlos Mesa avait présenté sa démission la semaine dernière au Congrès, qui l'avait refusée. Le président avait alors conclu une alliance avec les partis traditionnels du centre et de droite mais n'était pas parvenu à rallier le MAS d'Evo Morales, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) ni les mouvements indiens et le puissant syndicat des planteurs de coca.

Tout en bénéficiant d'une cote de popularité de plus de 60 %, M. Mesa, ancien journaliste et historien, est à 51 ans un homme seul sans parti politique cherchant des appuis au gré de ses projets.

Il n'a pas réussi à convaincre M. Morales, 46 ans, son principal opposant et possible candidat à la présidence de la République, de se rallier à son projet de loi sur les hydrocarbures.

Député, dirigeant des planteurs de coca et du MAS, Evo Morales a formé un front avec la COB empêchant tout accord avec le gouvernement centriste et les partis modérés.

Evo Morales soutenait un projet de loi beaucoup plus radical que celui du gouvernement pour le secteur des hydrocarbures, fixant à 50 % les royalties à verser à l'État bolivien.

Vingt-six compagnies pétrolières dont Total (France), Petrobras (Brésil), British Gaz (Grande-Bretagne), Exxon-Mobil (États-Unis), Repsol (Espagne) et Plus Petrol (Argentine) détiennent 70 contrats qui risquent d'être annulés si le projet de loi sur les hydrocarbures est définitivement adopté. La Bolivie (neuf millions d'habitants) détient avec 1550 milliards de mètres cubes la deuxième réserve de gaz d'Amérique du Sud après celle du Venezuela.

Agence France-Presse

# LES SPORTS

## Guy Lafleur veut plus d'argent mais ne veut pas quitter le Canadien

BILL BEACON

Guy Lafleur a refusé la demande du Canadien de laisser tomber son emploi d'ambassadeur durant le lock-out, mais ne veut pas quitter l'organisation.

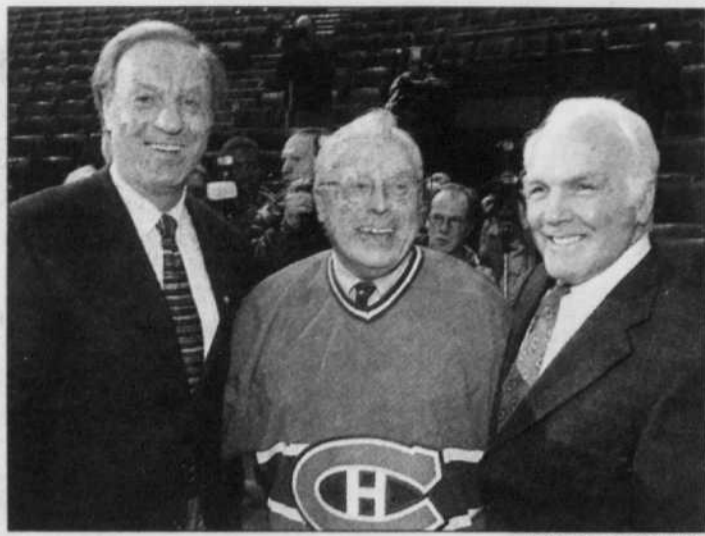
Son agent, Jean Roy, a fait savoir hier que Lafleur préférerait laisser expirer son contrat de trois ans en acceptant que le paiement de son salaire soit différé jusqu'à la reprise des activités dans la Ligue nationale.

L'ancien numéro 10 aimerait ensuite renégocier une nouvelle entente.

Même si un article du *Journal de Montréal* pouvait laisser entendre qu'il est en mauvais termes avec l'organisation du Canadien, Roy a insisté pour dire que Lafleur n'est pas du tout en guerre contre l'équipe qu'il a si bien servie.

Cela dit, Roy a reconnu que Lafleur a été surpris d'apprendre que Darryl Sittler gagnait 200 000 \$ par année, soit plus du double de son salaire, pour à peu près le même travail au sein de l'organisation des Maple Leafs de Toronto et qu'il allait réclamer plus d'argent.

«Mais nous ne disons pas qu'il ne veut pas rester avec le Canadien», a précisé Roy.



Guy Lafleur (à gauche) en compagnie du propriétaire du Canadien, George Gillett, et d'Henri Richard, lors de la vente de l'équipe par Molson.

Le Canadien a demandé à ses cinq ambassadeurs de cesser leur travail durant le lock-out, en échange de quoi une année sera ajoutée à leur contrat quand le jeu va reprendre et qu'ils recommenceront à travailler et être payés.

Jean Béliveau, Henri Richard, Yvan Cournoyer et Réjean Houle

ont tous accepté.

Le salaire de Lafleur a aussi été retenu mais il a récemment été payé pour cinq mois de travail.

Son contrat doit venir à expiration le 31 mars mais il a offert de continuer à travailler pour les mêmes conditions jusqu'au 31 mai parce qu'il est encore invité à

différents événements. Son contrat stipule qu'il doit faire entre 12 et 15 apparitions à des banquets, tournois de golf et autres événements du genre.

Houle, l'ancien joueur et directeur général qui gère le programme des ambassadeurs, a déclaré qu'il s'attend à voir Lafleur et le Canadien renouveler leur entente une fois le lock-out terminé.

«D'après ce que j'en sais, il n'y a pas de problème, a-t-il dit. Pour les ambassadeurs, comme pour d'autres employés, il y a moins d'ouvrage à cause du lock-out. Je pense qu'à la fin de l'année, lorsque le lock-out sera terminé, on va voir messieurs Roy et Pierre Boivin [le président du Canadien] s'asseoir ensemble et négocier une entente.»

Concernant le contrat de Sittler, Houle a déclaré: «Toronto est Toronto et Montréal est Montréal — ce sont des marchés différents. Et ici nous sommes cinq ambassadeurs, ce qui fait que nos apparitions sont [plus] dispersées.»

Lafleur est aussi propriétaire d'une concession de restaurant Mike's à Berthierville et appuie des compagnies comme Pfizer, pour Viagra, et Siemens.

Presse canadienne

HORS-JEU

## Une bonne émeute



Jean Dion

Nous y voici donc. Tel qu'annoncé ici même en primeur la semaine passée, il y a 50 tours du Soleil autour de la Terre\* aujourd'hui même se produisait l'émeute du Forum. Bien sûr, il est à peine 7h30 du matin et vous avez déjà plein l'avec pas de casque d'entendre parler puisque tous ce qui se trouve de médias d'information a décidé de beurrer mur à mur là-dessus. Remarquez, il ne faut pas leur en vouloir: les zexperts du sport professionnel bonsoir n'ont pas tous les jours l'occasion de faire semblant de faire de la sociologie. En plus, ils ont pris goût à la chose: voilà plusieurs mois qu'ils n'arrêtent pas de parler d'économie et de relations de travail et qu'ils ont appris à situer que si l'Europe était une patinoire, la Suisse serait comme une espèce de sorte de zone neutre.

(\* Tout à fait, ce n'est pas une faute de frappe. Dans la secte géocentriste que j'ai fait incorporer l'autre jour, nous croyons que le Soleil tourne autour de la Terre et que l'univers entier tourne autour du Plateau Mont-Royal. Nous avons d'ailleurs déjà commencé à faire du recrutement auprès des 23 % d'Américains qui, selon une récente enquête, pensent qu'une éclipse lunaire est provoquée par le passage du Soleil entre la Terre et la Lune. Ce qui contribuerait, en conclusion après mûre réflexion, au phénomène du réchauffement de la planète et à l'essor de l'industrie de la crème indice 45.)

De nos jours, l'émeute du Forum ne pourrait plus se produire. Il existe plusieurs motifs pour expliquer ce fait, suffisamment en tout cas pour organiser un colloque. Il vous est du reste loisible d'élaborer les vôtres et d'en faire étalage et un tabac lors de votre prochain brunch déjeunatoire mondain.

1. Au Forum, on présente maintenant des films de cinéma. Or les gens qui vont voir des films aiment toujours les films qu'ils vont voir afin de ne pas passer pour des poissons qui ont payé 12 \$ pour un navet, déjà qu'ils ne sont pas fiers d'avoir déboursé huit piasses pour un maïs soufflé refroidi re-

couvert de garniture qui, même si elle apercevait une vache à deux pieds, ne saurait même pas qu'elle n'est même pas proche d'être ce qui ressemble vaguement à un ersatz de beurre.

2. Les jeunes, forces vives de la révolte exprimée dans les artères urbaines, sont bien plus préoccupés par leurs prêts et bourses égoïstes que par l'ouverture au monde que permet le hockey.

3. Le soulèvement de 1955 avait commencé lorsque des œufs ou des tomates, voire les deux, avaient été lancés en direction du président de la Ligue nationale, Clarence Campbell, présent dans les gradins. Or le président actuel, Gary Bettman, n'a jamais assisté à un match de hockey de sa vie.

4. Si on suspendait le capitaine du Canadien pour le reste de la saison et les séries, le peuple éprouverait des difficultés identitaires à se sentir attaqué dans sa fibre finlandaise.

5. Les gens ne pourraient pas être fâchés que l'on suspende le capitaine pour les séries puisque le Canadien n'y participerait pas.

6. Le seul employé du Canadien qui s'appelle Maurice est préposé aux routeux.

7. Y a même pas de hockey.

N'empêche, que de souvenirs. Ça nous prendrait d'ailleurs une bonne émeute pour nous remettre sur le piton. On s'empâte, quelque part.

Et puis, cela étant, il serait téméraire d'oublier que le 17 mars 1955 fut aussi adopté l'arrêté ministériel concernant le régime des après-midis libres aux écoles primaires et primaires supérieures par le gouvernement du grand-duché de Luxembourg. Mais ça, on sait bien, on n'en parle pas. On préfère vous garder dans l'ignorance. Cela sert le pouvoir.

Il n'y a pas que vous qui ayez le droit de vous amuser sainement avec des audiences. Les Américains aussi peuvent. Et vont.

Aujourd'hui, un comité de la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis tient des audiences sur la question de l'usage des stéroïdes anabolisants au baseball majeur. Si l'on avait à faire des prédictions, on pourrait prédire qu'il s'agira d'une espèce de sorte de commission Gomery, où personne n'aura rien fait, où personne ne se souviendra rien et où tout sera la faute des autres. De plus, le comité a fait savoir que les travaux ne déboucheront pas sur un projet de loi et que les témoins qui le demanderont pourront jouir d'une immunité et ne seront donc pas poursuivis en justice même si leurs révélations le justifiaient. Bref, il ne se passera rien.

Pour avoir une idée de ce que la chose recèle en potentiel de rigolade, il suffit de prendre connaissance des prétextes invoqués initialement par certains joueurs pour ne pas se présenter devant le comité, ce qu'ils devront cependant faire puisqu'ils ont reçu des citations à comparaître. À défaut, ils s'exposent à être accusés d'outrage au Congrès.

Ainsi Curt Schilling, des Red Sox de Boston, a-t-il comparé l'audience à «une nouvelle chasse aux sorcières à la McCarthy». Rafael Palmeiro, des Orioles de Baltimore, a signalé que sa comparution se déroulerait le jour de l'anniversaire de son épouse. Et Frank Thomas, des White Sox de Chicago, a dit craindre que le vol vers Washington n'ait des répercussions néfastes sur sa circulation sanguine et n'aggrave une blessure à la cheville.

Pour ma part, j'ai été invité à titre de possesseur d'un très gros mental gonflé à l'androstenedion, ainsi nommé en l'honneur de mon frère Androstene, mais j'ai des débarbouillettes à repasser. Et si ce n'était suffisant comme excuse, j'ai également un billet pour Washington sur les ailes de Jetsgo.

Avec tout ça, il ne faudrait pas oublier qu'aujourd'hui débute pour vrai le grand tournoi de basketball universitaire aux USA. Ils ne sont pas en grève, les étudiants, là-bas, non messieurs dames. Ils sont occupés à se préparer un avenir en lançant des ballons jaune orange brûlé dans des paniers percés. (De fait, selon les derniers chiffres disponibles, seules 23 des 65 équipes représentées au tournoi ont vu plus de la moitié de leurs joueurs réussir leur année scolaire en 2003-04.)

On aura l'occasion d'y revenir même si ça ne vous tente pas, mais sachez d'ores que North Carolina, Boston College, Kentucky et Wake Forest formeront le carré d'as. J'ai vu ça dans mes Alpha-Bits.

jdion@ledevoir.com

EN BREF

### Eric Lucas pourrait affronter l'Italien Cristian Sanavia le 3 juin

S'il l'emporte face à James Crawford, demain soir au Centre Bell, Eric Lucas pourrait livrer son prochain combat au Québec contre l'Italien Cristian Sanavia le 3 juin. Sanavia est l'aspirant numéro deux à la couronne des super-moyens WBC détenu par l'Allemand Markus Beyer. «Sanavia a un style qui rappelle celui de Beyer, explique l'entraîneur Stéphane Larouche. C'est un gaucher qui excelle dans la contre-attaque.» L'Italien a battu Beyer par décision partagée le 5 juin 2004. L'Allemand a pris sa revanche quelques mois plus tard, l'emportant par K.O. Sanavia doit remonter dans le ring en avril. «Il doit affronter le Russe Vitaly Tsypko le 23 avril», fait valoir Larouche. Quant à Beyer, il peut attendre un an avant de défendre sa couronne face à l'aspirant numéro un Scott Pemberton. D'ici là, il pourrait affronter un boxeur du «top 10» en septembre. — PC

FORMULE 1

## Sauber envisagerait déjà de remplacer Jacques Villeneuve, selon la revue Autosport

Londres — Sauber-Petronas envisage de remplacer Jacques Villeneuve s'il n'améliore pas ses performances lors des prochains Grands Prix, selon ce que révèle le magazine britannique *Autosport*, qui précise que l'écurie suisse a déjà entrepris des pourparlers avec le pilote essayeur de BAR-Honda, Anthony Davidson.

Toujours selon *Autosport*, Sauber aurait le droit de congédier Villeneuve en vertu de clauses reliées aux performances dans son contrat de deux ans.

Peter Sauber a confié publiquement qu'il n'avait pas aimé la performance de Villeneuve lors du premier Grand Prix de la saison en Australie. Parti de la quatrième place après avoir profité d'un gros coup de pouce de Dame Nature lors des qualifications, le pilote d'origine québécoise a complété la course au 13<sup>e</sup> rang, tandis que son coéquipier brésilien Felipe Massa partait de la 18<sup>e</sup> place pour remonter à la 10<sup>e</sup>.

Villeneuve s'est défendu en disant que l'équipe avait peu fait pour l'aider à s'ajuster à sa nouvelle voiture.

«Il faut faire des ajustements des deux côtés», a-t-il

déclaré à *Autosport*.

Sauber a nié vouloir remplacer Villeneuve mais a reconnu être déçu par ses performances jusqu'ici.

«Il va sans dire que ni Jacques ni l'équipe n'étaient satisfaits du résultat en Australie, a-t-on dit à *Autosport*. Il est également clair qu'il serait prématuré de tirer quelque conclusion que ce soit après une seule course, surtout aussi inhabituelle que celle de Melbourne.»

Le deuxième Grand Prix de la saison sera disputé en fin de semaine en Malaisie, où Villeneuve et toute l'équipe Sauber se retrouvent depuis le début de la semaine pour faire la promotion de Petronas, leur commanditaire principal.

Davidson, un Britannique, possède un contrat à long terme chez BAR-Honda et même si on lui fournissait l'occasion de courir ailleurs cette saison, il est probable qu'on voudrait conserver ses droits pour 2006 au cas où Jenson Button passerait chez Williams.

Presse canadienne




Jacques Villeneuve

**JE GAGE QUE TU VAS ÊTRE EN RETARD.**

VOUS JOUEZ DE PLUS EN PLUS SOUVENT POUR VOUS REFAIRE?  
VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE. 1 800 461-0140 (JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE)

Québec

Culture  
Raymond Cloutier  
rencontre la ministre  
Lyne Beauchamp.  
Ce soir à 20 h



# CULTURE

Musique sacrée  
Soirée au Festival  
de Fribourg en Suisse.  
Ce soir à 20 h



PARIS

## Alanis Obomsawin est saluée au Festival des films de femmes

MICHEL DOLBEC

Paris — Le très respecté Festival international des films de femmes de Créteil, dans l'immédiate banlieue parisienne, rend hommage à la réalisatrice abénakise Alanis Obomsawin.

Le festival, qui tient en ce moment sa 27<sup>e</sup> présentation, consacre à la grande documentariste de la cause autochtone une rétrospective regroupant 11 de ses 20 films, tous produits par l'ONF, dont elle est une des figures emblématiques.

Parmi eux figurent *Kanesatake, 270 ans de résistance*, sur la crise amérindienne de 1990, et *Pluie de pierres à Wiskey Trench*, qui raconte le caillassage par des Blancs des voitures des familles mohawks à leur sortie de Kahnawake.

*Incident à Restigouche*, sur l'intervention policière de 1981 contre les pêcheurs micmacs, et *La Survie de nos enfants*, tourné lors de son retour dans cette réserve en 2003, sont aussi au programme.

L'hommage rendu à la Québécoise, née en 1932 au New Hampshire mais élevée dans la réserve d'Odanak, est sans précédent à deux titres: Mme Obomsawin est à la fois la première Amérindienne et la première Québécoise honorée de la sorte par le festival de Créteil.

«*Son engagement est total*», juge la directrice de la manifestation, Jackie Buet. «*Il y a dans son œuvre un souffle extraordinaire. Elle ne tourne pas aux noms des autres, elle parle de l'intérieur. Elle est davantage qu'une documentariste. Elle tisse dans ses films un propos sur ses propres valeurs, sa culture et l'histoire des nations autochtones.*»

Nourris comme tout le monde de clichés sur les Québécois et les «Indiens d'Amérique», les Français découvriront, en voyant ses films, une autre réalité, moins reluisante. Le journal *Libération* n'a d'ailleurs pas manqué de le souligner hier dans un article consacré à la réalisatrice.

«*Aux Français, solidaires de leurs cousins brimés par les anglophones, les films d'Alanis Obomsawin révèlent un autre versant de la mentalité québécoise, qui ne lésine pas sur les brimades à l'égard des peuples autochtones, souligne le quotidien. On est saisi de découvrir, dans ses documentaires, le mépris, les abus de droits et l'hystérie coercitive dont les Indiens n'auront cessé de faire l'objet dans le Canada de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.*»

Alanis Obomsawin répond qu'elle ne fait que montrer la réalité telle qu'elle est. «*Il ne s'agit pas de montrer un autre visage des Québécois, a-t-elle expliqué en entrevue. Je montre seulement ce qui est arrivé. Les roches lancées par les Blancs sur les voitures qui sortaient de Kahnawake, c'était la réalité, même si elle ne plaît pas à tout le monde.*»

Chanteuse et conteuse, Alanis Obomsawin est arrivée à la fin des années 60 à l'ONF, qui apporte, rappelle-t-elle, un «*soutien formidable*» au cinéma autochtone. D'abord conseillère, elle y a réalisé son premier film (*Christmas at Moose Factory*) en 1971.

Les enfants occupent dans son œuvre une place centrale. Elle leur consacra bientôt son deuxième long métrage de fiction. Le film s'intitulera *Sigouane*, «*le printemps*», en abénaki.

Presse canadienne

EN BREF

### Sortie du nouveau film d'André Forcier le 8 avril

Le nouveau film d'André Forcier, *Les États-Unis d'Albert*, prendra l'affiche à Montréal, Québec, Sherbrooke et Gatineau le vendredi 8 avril. Parmi les vedettes de ce film figurent Eric Bruneau, Émilie Dequenne, André Ferréol et Roy Dupuis. On y raconte l'histoire d'un jeune homme qui, en 1926, traverse les États-Unis dans l'espoir de faire la conquête d'Hollywood. Les acteurs Laurent Deshusses, Alex Descas, Marc Labrèche, Alejandro Moran, Céline Bonnier, Mark Krasnow, François Nadin, Alexandrine Agostini, Michel Mondy, Julie McClemons, Paul Buissonneau et Geneviève Brouillette font aussi partie de cette coproduction qui réunit la France, la Suisse et le Canada. — PC

MUSIQUE CLASSIQUE

## Blandine Rannou, esthète du son

CHRISTOPHE HUSS

Elle est demain l'invitée de Luc Beauséjour dans sa série «Clavecin en concert». Personne ne la connaissait il y a seulement cinq ans, même si elle était déjà l'efficace continuiste de l'ensemble Il Seminario musicale de Gérard Lesne. Mais depuis la parution d'une intégrale de l'œuvre de Rameau, Blandine Rannou fait figure de personnage à part dans le monde des clavecinistes.

Cette diplômée du Conservatoire de Paris, élève à Amsterdam de Bob van Asperen, n'est certainement pas adepte d'un petit clavecin crépitant dans son coin ou d'un jeu nerveux qui bouscule la mesure. Son idée est de remplir l'espace de son et de musique, quitte, sans brider le mouvement ou trahir le caractère des pièces, à prendre son temps. Les tenants et aboutissants de cette philosophie musicale sont même exposés sur Internet, à l'adresse du site de son éditeur de disques, la jeune maison française Zig Zag Territoires.

Pour Blandine Rannou, «*le son du clavecin se fabrique, se modèle comme de la glaise. S'il ne s'agissait que d'appuyer sur des touches, abandonnant par principe toute possibilité de variation du son, le plaisir serait effectivement bien mince. Mais on peut s'attacher à goûter ce moment où le bec soulève la corde juste avant de la faire vibrer, puis accepter de se noyer dans le son émis, le maintenir en profitant de l'enfoncement de la touche (plus ou moins moelleux selon les instruments), forcer le bois à résonner, la corde à vibrer, exiger la longueur du son, puis décider du moment précis où le doigt se révélera — et à quelle vitesse —, déposant doucement ou brusquement l'étau sur la corde*». Si vous doutiez un jour que le clavecin puisse être un instrument sensuel, vous voilà servis!

Ces partis pris, on les perçoit nettement dans les enregistrements Rameau mais aussi dans ceux des *Suites françaises* et des *Suites anglaises* de Bach. On a pu reprocher à Blandine Rannou sa tempérance ou sa manière un peu didactique. Mais l'instrumentiste cherche «*à créer dans la mélodie une certaine polyphonie, sous-tendue, sous-entendue, donc à entendre, à faire vivre plusieurs voix dans une et à retrouver leur cheminement pour laisser surgir le plus de résonance, le plus d'accords possible*».

Montréal découvrirait Blandine Rannou à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours demain dans un programme franco-allemand avec, en première partie, Louis Couperin (*Prélude à l'imitation* de M. Froberger), François Couperin (extraits du *Troisième Ordre*) et Armand-Louis Couperin (*Allemande, Courante La de Croissy, L'Affligée*), suivis, après la pause, du *Tombeau sur la mort de Monsieur Blancheche* de Froberger ainsi que de la *Toccata en mi mineur* (BWV 914) et la *Suite anglaise en sol mineur* (BWV 808) de Bach. On espère qu'ils seront les véhicules témoignant du fait que «*l'on peut ten-*



SOURCE ALAIN LABONTÉ

Pour Blandine Rannou, «le son du clavecin se fabrique, se modèle comme de la glaise».

ter d'enrichir la confidentialité d'un seul instrument et décider que tout est là: orchestre, danse, opéra, chant. Un clavecin immense, non restrictif, portant nos références implicites, résumant et remplaçant une infinité de mondes sonores, mais dans l'intimité de la sensation des doigts qui le touchent».

BLANDINE RANNOU

Récital de clavecin  
Le vendredi 18 mars à 20h  
à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours  
Réservations: ☎ (514) 748-8625

ITALIE

## La Scala de Milan en pleine descente aux enfers

CLAUDINE RENAUD

Rome — Le temple de l'opéra italien, la Scala de Milan, traverse l'une des plus graves crises de son histoire quelques mois après sa rénovation spectaculaire et la réouverture de la salle du théâtre fondé en 1778, le personnel souhaitant le départ du directeur musical Riccardo Muti et du nouveau surintendant.

«*C'est un enfer, nous vivons une crise totale et déprimante*», confiait hier soir sous couvert de l'anonymat un membre de la direction, en se refusant à entrer dans les détails. «*C'est trop délicat, nous sommes le plus grand théâtre d'Italie et c'est forcément complexe*», a-t-il dit par téléphone à l'AFP.

Hier matin, le personnel de la Scala, réuni en assemblée générale, a voté une motion de défiance, adoptée à la quasi-unanimité, demandant la démission du directeur musical, Riccardo Muti, 63 ans, et le départ du nouveau surintendant, Mauro Meli, transuge de l'opéra de Cagliari et d'origine sarde.

Une rumeur insistante a ensuite circulé, prêtant au maestro l'intention de céder. Interrogé par l'AFP, le théâtre a indiqué que «*pour le moment, le maestro Riccardo Muti n'avait pas présenté sa démission*».

Difficile de démêler, des problèmes d'argent, des nouvelles contraintes de travail, des joutes politiques,

des susceptibilités locales, des ressentiments personnels, ce qui peut expliquer une telle dérive.

Toujours est-il que le prochain concert à l'affiche, demain, a été annulé par Riccardo Muti, quelques semaines seulement après l'annulation d'une représentation de la *Dame de Pique* de Tchaïkovski le 22 février. Le personnel s'était mis en grève.

Connu pour son caractère exigeant et perfectionniste, Riccardo Muti se plaint d'un climat fait d'«*insinuations, d'insultes, d'incompréhension*».

L'orchestre, de son côté, lui reproche notamment le limogeage de Carlo Fontana, le surintendant du théâtre avec lequel Riccardo Muti était en désaccord notoire.

Le maestro préfère des opéras rares et avait eu gain de cause lors de la soirée de gala le 7 décembre, organisée en l'honneur de la réouverture de la salle historique du théâtre au cœur de Milan, avec la programmation d'*Europa Riconosciuta*, œuvre du compositeur Antonio Salieri.

M. Fontana favorisait des œuvres populaires pour remplir les salles et dans une récente lettre ouverte, il se flatte d'avoir su attirer un nouveau public.

«*La situation de la Scala est grave*», a déclaré M. Meli, en précisant qu'il n'avait pas encore pu mettre les pieds dans son nouveau bureau de surintendant, poste auquel il a été nommé le 24 février. Il avait été

appelé en mars 2003 par Riccardo Muti pour s'occuper d'une division du théâtre.

Visiblement, au-delà de l'orchestre, le courant ne passe pas avec certains Milanais comme le juge mélomane Renato Caccamo, qui a mené l'enquête et accuse Mauro Meli des pires gabegies à Cagliari.

De son côté, le ministre de la Culture Giuliano Urbani voit mal comment se passer de Riccardo Muti. «*Toutes les parties impliquées doivent exprimer leur point de vue sans perdre de vue la sauvegarde du prestige et de l'histoire de ce théâtre sans égal*», a-t-il déclaré.

Symbole de la musique italienne dans le monde, M. Muti, 63 ans, occupe le poste de directeur musical de la Scala depuis 1987.

Mais «*sa relation avec l'orchestre bat de l'aile. Dans cette situation, on ne peut plus faire de musique ensemble, on ne peut plus rien faire*», a expliqué pendant l'assemblée Davide Formisano, premier flûtiste.

La Scala emploie environ 800 permanents, dont 135 musiciens d'orchestre.

Le théâtre prévoit d'accuser un important déficit de 16 millions d'euros (près de 26 millions \$CAN) en 2005, car il a dû déménager pendant les travaux dans une nouvelle salle en banlieue, le théâtre des Arcimboldi, qui continue d'accueillir des spectacles.

Agence France-Presse

## À LA TÉLÉVISION

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minut
SRC	Téléjournal (17:30)	L'union fait la force	Virginie	Cover Girl	Qui l'eût cru! / Marcel Leboeuf	Perdus / Début	Le Téléjournal/Le Point	C'est dans l'air!	Cinéma				
TVA	Le TVA 18 heures	Vingt et un	Dans ma caméra	Star Système	Le cœur à ses raisons	Vice caché	Courir la pomme	Le TVA	Devine qui vient ce soir / Lucre Dufault	Michel Jasmin (23:33)			
IQ	Macaroni tout garni	Ramdam	Malcolm	Ecran libre	Gr. Documentaires / Mon frère Richard	Manon							
TQS	Gr. Journal (16:30)	Flash	Castings... de la vie!	S.O.S. Beauté	Mademoiselle Swan	d'une caméra	Le Grand Journal	110%	Ecran libre	...parlementaires (23:36)	...questions (23:36)		
RDI	Jrnl RDI	Capital...	Le Monde	La Part...	L'Arabie saoudite	Le Téléjournal/Le Point	...Gemery	Le Monde	Le Téléjournal/Le Point	Jrnl RDI			
TV5	Cible (17:55)	Jrnl FR2	Gros Plan	Cinéma / LE MIROIR DE L'EAU	... (21:05)	Félix Leclerc: moi...	Le Journal	Panorama	Une fois par mois				
D	Où est passée la noce...	Biographies / T. Danson	Dossiers FBI	Everwood	48 heures	Secrets intimes...	Cinéma						
MP	Oui, je... Nicolas...	...ménage	Dre Nadia	Everwood	Décode...	Métamor.	C'est ma vie	Ginéma					
MP	Top5...	Top5...	le monde	M. Net	Décompte l'artiste du mois: Les Trois Accords	Musicographie	Histoire d'Hollywood	Amoureux	M. Jackson	Musicographie	Histoire...		
VRK TV	...vidanges	A+...	Parents...	Sabrina...	Smallville	Grenade...	Galaxie...						
TFE	Atomic...	Les Tofou	Sourire...	Etean	Simpson / Futurama	Simpson / Les Griffin	South Park	Henri pis...	Simpson / Futurama	Simpson			
RDS	Sports 30	Sports 30	F1 Mag	Tennis Masters Series / Pacific Life Open	JAG		Cinéma / POCAHONTAS, LA LÉGENDE (7)	Artisans...					
HISTORIA	Le Clan Campbell	Tournaient de l'Histoire	Trouvailles et Trésors	JAG			Paroles et Musique	L'Actors Studio	Silence...				
ARTV	Bibliotheca / Bouscotte	Le plaisir croît...	Normand Brathwaite	Arthur Erickson	Inspecteur Barnaby	Coroner...							
SÉRIES +	Le Caméléon	Newport Beach	Agents doubles	Six pieds sous terre	Techno Marine	Alias	Pottergeist						
CANAL Z	...du paranormal	...Nerdz	...Tuning	Mutant X	Les Chemins de l'étrange	Pro. ALI	Étudiants...	...Bible					
E SAVOIR	C'est math.	Techno...	...psychiatrie nouvelle	Caphar.	Les Durs...	Entre l'arbre et l'école	Paroles...	Langagier	Repères	Document.	...plongée		
ÉVASION	Évasion...	Sous zéro	...à neige	Motoneige	...le spa	Bazaar	Sauveurs...	Soleil...	Voyage...	Panorama	Voit		
TFO	Amandine	Voit	Panorama	FranCoeur	Cinéma / LOULOU (4)	avec Isabelle Huppert	National	ZeD (23:25)	... (00:05)				
CBC	Canada Now	Life and Times	Access H.	eTalk Daily	The O.C.	CSI: Crime Scene...	ER (21:59)	CTV News	News	... (00:05)			
CTV (mont)	News	Train 48	E.T.	Studio 2	The Royal	Masterworks	Primetime Live	King... Hill	Nightline	Pub			
GBL	News	...National	Modern Marvels	The Insider	Millionaire	Extreme Makeover	Wake Forest - Chattanooga	News	The Tonight Show (23:35)	Celebrity...			
TVQ	Shrinks	...Twins	Modern Marvels	The Insider	Millionaire	Extreme Makeover	Wake Forest - Chattanooga	News	The Tonight Show (23:35)	Celebrity...			
ABC	Simpsons	ABC News	The Insider	Millionaire	Extreme Makeover	Wake Forest - Chattanooga	News	The Tonight Show (23:35)	Celebrity...				
CBS	News	NBC News	NCAA Basketball Championship / 1re ronde: Wake Forest - Chattanooga	Wheel...	Willi, Grace	The Apprentice 3	Point Pleasant	ER	News	The Tonight Show (23:35)	Celebrity...		
HBC	News	NBC News	NCAA Basketball Championship / 1re ronde: Wake Forest - Chattanooga	Wheel...	Willi, Grace	The Apprentice 3	Point Pleasant	ER	News	The Tonight Show (23:35)	Celebrity...		
TOX	Malcolm...	That 70s...	Friends	Seinfeld	The O.C.	CSI: Crime Scene...	ER (21:59)	CTV News	News	... (00:05)			
PBS (33)	The Newshour	Friends	Seinfeld	The O.C.	CSI: Crime Scene...	ER (21:59)	CTV News	News	... (00:05)				
PBS (32)	The Newshour	Friends	Seinfeld	The O.C.	CSI: Crime Scene...	ER (21:59)	CTV News	News	... (00:05)				
PBS (31)	The Newshour	Friends	Seinfeld	The O.C.	CSI: Crime Scene...	ER (21:59)	CTV News	News	... (00:05)				
CIV (Cana)	News	Business...	The Newshour	Friends	Seinfeld	The O.C.	CSI: Crime Scene...	ER (21:59)	CTV News	News	... (00:05)		
AAE	City Confidential / Malibu	Writing Life	Jack London's Call of...	Daily Planet	Frontiers, Construction	Extreme Engineering	Munich: Plot to... Hitler	JAG	CBC News: The Hour	National			
DISCOVERY	Monster House / Hero	Great Train Stories	JAG	CBC News: The Hour	National								
HISTORY	BBC News / CBC News	Da Vinci's Inquest	Cold Squad	Overhaul'n	Match.	Match.	Match.	Match.	Match.	Match.			
NEWSWORLD	BBC News / CBC News	Da Vinci's Inquest	Cold Squad	Overhaul'n	Match.	Match.	Match.	Match.	Match.	Match.			
SHOWCASE	Doc	Clean Sweep	What not to Wear	Opening...	So Chic	Extra	Match.	Match.	Match.	Match.			
LEARNING	Doc	Clean Sweep	What not to Wear	Opening...	So Chic	Extra	Match.	Match.	Match.	Match.			
LIFE	Zoo Diaries	Dogs...	Opening...	So Chic	Extra	Match.	Match.	Match.	Match.	Match.			
ESPN	Off the...	Sportscent.	Tennis / 2005 ATP Masters Series	European	Poker Championship	Dragonball	Inuyasha	Mystery...	HIT List	Guinevere...	Fries with...	Ready...	My Family
YTV	Spongebob	Jacob...	Martin...	Funpak	Dragonball	Inuyasha	Mystery...	HIT List	Guinevere...	Fries with...	Ready...	My Family	... (00:05)

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

## NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

### LES GRANDS DOCUMENTAIRES - 24 HEURES POUR L'HISTOIRE

En reprise: *Mon frère Richard*, ce documentaire sur l'émeute du Forum de 1955, qui s'est produite il y a 50 ans.

Télé-Québec, 20h

### LES TROIS ACCORDS

Un spectacle exclusif du groupe-surprise de l'année dernière.

MusiquePlus, 20h30

### MANON

Rediffusion du documentaire de Benoît Dutrizac sur Manon Brunelle, cette femme qui exigeait de pouvoir mourir dignement. Le documentaire est suivi vers 22h d'une nouvelle discussion, jamais diffusée, animée par Jean-François Doré.

Télé-Québec, 21h

### PERDUS

Premier épisode de *Lost*, un thriller qui remporte un grand succès aux États-Unis.

Radio-Canada, 21h

### FÉLIX LECLERC: MOI, MES SOULIERS

Un documentaire de Philippe-Louis Martin. À comparer avec la série de fiction de Radio-Canada...

TV5, 21h30

# CULTURE

EN BREF

## L'OSM salue la décision des musiciens

Les concerts de l'Orchestre symphonique de Montréal baptisant l'arrivée du chef Kent Nagano pourront finalement avoir lieu, a indiqué la direction de l'institution par voie de communiqué hier. Celle-ci se réjouit de la décision des musiciens de mettre en veilleuse leurs moyens de pression, permettant un accueil digne de la qualité artistique du nouveau chef. Les négociations en cours n'ont jusqu'ici pas porté fruits, a rappelé la direction, mais les enjeux demeurent: créer les conditions favorables à la reprise des enregistrements et des tournées afin d'assurer le rayonnement de l'OSM sur la scène internationale tout en tenant compte de la réalité du marché. — *Le Devoir*

## Sept anciens de l'UQAM honorés

Sept diplômés de l'UQAM recevront les prix Reconnaissance UQAM 2005 lors d'une soirée en leur honneur le 20 avril. Il s'agit de Marie Lavigne, directrice de la Place des arts de Montréal, Jean-François Lisée, directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, Yves-Marie Morissette, juge à la Cour d'appel du Québec, Anne-Marie Ninacs, conservatrice de l'art actuel et de la collection «Prêts d'œuvres d'arts» au Musée national des beaux-arts du Québec, Patrick Pichette, président, exploitation, Bell Canada, Chantale Richer, coordonnatrice du programme de soutien à l'école montrealaise au ministère de l'Éducation, et Jean-François Saint-Arnaud, directeur général, Mon mannequin virtuel inc. Ces prix visent à souligner leur contribution exceptionnelle au développement et au rayonnement de leur secteur d'études, de leur sphère d'activité professionnelle et de l'université à l'échelle nationale ou internationale. — *Le Devoir*

## Pompeii au Musée canadien des civilisations

Pour la première fois en Amérique du Nord, près de 500 artefacts provenant de Pompéi, d'Herculaneum et d'autres sites archéologiques de la région du Vésuve seront présentés au Musée canadien des civilisations, à Gatineau. Du 27 mai au 12 septembre 2005, des fresques, des sculptures, des bijoux, des moulages de corps de victimes et des objets domestiques relateront l'histoire de la tragédie humaine causée par l'éruption du Vésuve en 79 après Jésus-Christ. Pompeii a été accueillie avec enthousiasme à Naples, Bruxelles, Trieste et Mannheim. Après sa présentation en première nord-américaine au Musée canadien des civilisations, cette exposition sera présentée au Field Museum de Chicago, au Japon, en Chine, au Musée royal de l'Ontario et au Museum of Fine Arts de Houston. Elle a été conçue par la Soprintendenza Archeologica di Pompei conjointement avec la Soprintendenza per i Beni Archeologici di Napoli e Caserta. Pour cette rare exposition, le droit d'entrée pour les visiteurs adultes sera de 15 \$, somme qui comprendra l'entrée générale au musée. Les billets seront horodatés, les réservations et achats à l'avance recommandés. — *Le Devoir*

## Présidence de TV5 Monde: la France a proposé son candidat à ses partenaires

Paris — La France a proposé son candidat à la présidence de la chaîne de télévision francophone TV5. Le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères, Renaud Muselier, a confirmé hier que Paris avait proposé la candidature de Jean-Jacques Aillagon au poste de président de TV5 Monde, affirmant qu'il s'agit d'une «personnalité incontestable et de très haut niveau». «La France a proposé aux gouvernements du Canada, de la communauté française de Belgique, du Québec et de la Suisse, à nos partenaires au sein de TV5, la candidature de Jean-Jacques Aillagon», a-t-il dit lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale française. «Nous faisons une concertation préalable approfondie avec les différents partenaires», a expliqué M. Muselier. D'ailleurs, l'ancien ministre français de la Culture devait rencontrer hier «les autorités publiques de ces différents gouvernements». — AP

# Les musées veulent 18 millions de plus de Québec

STÉPHANE BAILLARGEON

Après le Mouvement pour les arts et les lettres la semaine dernière, c'est au tour du secteur muséal d'interpeller publiquement la ministre de la Culture pour «signifier à quel point la situation du sous-financement chronique des musées a atteint un seuil critique». Dans une lettre publique adressée à Line Beauchamp et reprise aujourd'hui dans *Le Devoir*, la Société des musées québécois (SMQ) et des regroupements régionaux et métropolitains du secteur demandent d'accroître l'enveloppe budgétaire consacrée aux quelque 275 institutions muséales qu'ils représentent.

En entrevue, le président de la SMQ précise que les besoins «urgents» sont évalués à 18 mil-

lions. «Nous ne faisons pas de sur-enchère», dit Carl Johnson, par ailleurs directeur du Musée régional de Rimouski. «Nous avons demandé la même somme il y a des années. C'est donc une demande d'optimisme et de réalisme que nous reformulons aujourd'hui.»

L'appel à l'aide est lancé de manière stratégique alors que s'amorce le dernier droit avant le dépôt du prochain budget provincial. «Rappelons que cette enveloppe [consacrée au soutien des musées] n'a pas été augmentée depuis 1995 alors que les coûts de production et de maintien des bâtiments et infrastructures n'ont cessé de croître, tout comme les critères de qualité exigés par le public, affirme encore la lettre. En 2005, 120 musées soutenus au fonctionnement par votre gouvernement se partagent toujours les

mêmes 13 millions de dollars.»

Par contre, le président Johnson avoue qu'il n'a jamais pu rencontrer la ministre de la Culture depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir. «C'est toujours difficile d'obtenir la communication avec le bureau de Line Beauchamp, dit-il. Les rapports ne sont pas limpides. Pourtant, nous avons participé à des tables rondes et à des comités de réflexion. Nous avons rédigé des rapports et fait des propositions. La balle est donc dans le camp ministériel depuis belle lurette.»

Québec a adopté une politique muséale intitulée «Vivre autrement... la ligne du temps» en mai 2000. Le dernier gouvernement péquiste réservait un peu plus de dix millions par année pour sa mise en œuvre. Les libéraux misent plutôt sur une mutation administrative. Le ministère a récem-

ment procédé à la restructuration de son organigramme. Les musées relèvent maintenant de la Direction des interventions stratégiques, de la muséologie et du partenariat public-privé. D'ici peu, le gouvernement devrait annoncer la création d'un bureau national des musées et des centres régionaux de services dans deux régions-pilotes. «Nous sommes convaincus que cette démarche ne règlera pas le problème de fond du réseau muséal», commentent les muséologues dans leur lettre à Mme Beauchamp.

Le secteur des musées a la pression moins heureuse que celle du Mouvement pour les arts et les lettres ou l'Union des artistes. Le premier, qui regroupe des associations professionnelles, a réussi à faire grimper de 21 millions de dollars les budgets an-

nuel du Conseil des arts et des lettres depuis le début de la décennie. Le second a obtenu des mesures fiscales et juridiques pour améliorer les conditions de vie des artistes.

«Nous offrons des services de proximité à la population et nous œuvrons dans la diffusion plutôt que dans la création», répond le président Johnson quand on l'interroge sur les différences de succès des groupes de pression culturels. «Nous avons un grand respect pour le pouvoir politique, mais nous avons peut-être été trop gentils jusqu'ici. D'ailleurs, si le ministère de la Culture ne bouge pas, nous changerons de stratégie et nous annoncerons certainement de nouvelles actions dans les prochains jours.»

Le Devoir

Combat des livres

## L'Avalée mal avalée

Alain Lefebvre compare le roman de Ducharme à Mein Kampf

FRÉDÉRIQUE DOYON

L'épisode d'hier du «Combat des livres» à l'émission *Indicatif présent* de Radio-Canada a donné lieu à un débat houleux autour de *L'Avalée des avalés* de Réjean Ducharme. Alain Lefebvre, dont le livre parrainé, *La Chair disparue* de Jean-Jacques Pelletier, a été éliminé du concours lundi, n'a pas mâché ses mots à l'endroit de l'œuvre de Ducharme. Il a jugé certains passages carrément racistes et frolant l'antisémitisme.

«C'est un roman qui ne passerait pas en 2005», a-t-il lancé avant de citer un passage où le personnage de

Bérénice traite l'étranger qui lutine sa mère d'«horloger de race nègre». «J'ai des exemples limites antisémites dans ce livre-là, a-t-il ajouté. Quel écrivain en 2005 pourrait employer le mot de «race nègre»? Au silence suivi d'un concert cacophonique de réprobations qui a tenu lieu de réponse, le pianiste a rétorqué sans détour, laissant ses collègues pantois: «A ce moment, on ne va pas juger Hitler et son Mein Kampf», argument qu'il a repris autrement plus tard dans le débat.

Le parallèle a eu l'effet d'un drôle de couperet. Le ton est demeuré enjoué — après tout, chacun a droit à ses opinions — mais les

propos du pianiste ont littéralement creusé un fossé d'incompréhension entre l'animatrice, les autres participants et lui-même, comme si, par une curieuse piroquette de jugement, il avait enjambé l'abîme séparant la réalité de la fiction littéraire. «On est dans la licence poétique», a fait valoir l'animatrice Marie-France Bazzo. «Il y a la liberté des mots chez Ducharme, a renchéri Sophie Cadieux. Je crois qu'il se permet cette liberté parce qu'il parle de différence.» Monique Simard a rappelé que «toutes les institutions y passent» dans cette haine ravageuse de Bérénice, soulignant aussi

l'époque — les années 60 — où Ducharme a écrit son récit. Tous ont rejeté cette lecture raciste de l'œuvre de Ducharme, rappelant que si on passait l'ensemble de la littérature à la loupe égalisatrice de la rectitude politique, une infinité de condamnations s'ensuivrait.

«C'est la beauté du *Combat* [des livres]: on n'avait jamais eu ce débat au sujet de *L'Avalée des avalés*, a conclu l'animatrice. On pourrait ajouter: c'est la beauté de la littérature d'ouvrir ainsi des brèches profondes dans l'imaginaire intime des lecteurs et de susciter des passions aussi vibrantes que la vie elle-même.

Au terme de cette joute enflammée qui a presque dominé l'épisode d'hier, les participants ont voté à trois voix pour l'élimination du livre *Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges* de Michel Tremblay. Restent donc en lice à ce jeu littéraire *A la hauteur de Grand Central Station je me suis assise et j'ai pleuré* d'Elizabeth Smart, défendu par Dennis Trudeau, *Dolce agonia* de Nancy Huston, parrainé par Sophie Cadieux, et le désormais polémique *L'Avalée des avalés* de Réjean Ducharme, proposé par Réjean Thomas.

Le Devoir

**LES PENSÉES EN BATAILLE À LA LIBRAIRIE GALLIMARD**

À l'occasion de la pièce **FORCES**, d'August Stramm présentée au Théâtre de Quat'Sous

**ERIC JEAN**  
DIRECTEUR ARTISTIQUE ET CODIRECTEUR GÉNÉRAL DU THÉÂTRE DE QUAT'SOUS

**RENCONTRE**

**STEPHANE LÉPINE**  
DRAMATURG

**JEUDI LE 17 MARS DE 17H30 À 19H**  
à la librairie Gallimard, 3700 Boulevard Saint-Laurent, Montréal  
POUR INFORMATIONS: 514 / 499 2012

UNE COLLABORATION

ACTIVITÉ GRATUITE

Librairie Gallimard

WWW.GALLIMARDMONTREAL.COM

**L'AGENDA**  
l'horaire télé, le guide de vos soirées

Gratuit dans le samedi  
**LE DEVOIR**

**événements spéciaux / supplémentaires**

**SUPPLÉMENTAIRES / DIMANCHE 20 MARS**

SEANCE # 155 / 16H30  
AU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN  
CHINESE CONTEMPORARY ART COMES TO AMERICA (TJ)

ÉTATS-UNIS/LANA JOKEL/2004/55 MIN/STA

THE SATCHI PHENOMENON (TJ)

ROYAUME-UNI/VANESSA ENGLE/2003/42 MIN/A

SEANCE # 156 / 16H30  
AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

TAPIES TEA (CC)

ESPAGNE/CAROLINA TUBAU/2004/64 MIN/STA

THE DALI DIMENSION (CC)

ESPAGNE/ SUSI MARQUÉS/2004/53 MIN/STA

SEANCE # 157 / 19H00  
AU CENTRE CANADIEN D'ARCHITECTURE  
LA LUMIÈRE DE L'INVISIBLE (CC)

ITALIE/EPOPOLDO ANTONIOZZI/2004/30 MIN/STF

ARVO PART - 24 PRÉLUDES POUR UNE FUGUE (CC)

ESTONIE/DORIAN SUPIN/2002/89 MIN/STF

SEANCE # 160 / 19H00  
AU GOETHE-INSTITUT

SIMONE DE BEAUVOIR - SA VIE, SES MÉMOIRES ET LE FÉMINISME (TR)

CANADA/MAX CACOPARDO/1967/40 MIN/F

JEAN-PAUL SARTRE (TR)

CANADA/MAX CACOPARDO/1967/60 MIN/F

SEANCE # 163 / 19H00  
AU MUSÉE MCCORD

VINCENT - THE FULL STORY (TJ)

ROYAUME-UNI/MARK JAMES/2004 /147 MIN/A/F

SEANCE # 169 / 21H30  
À LA CINQUIÈME SALLE DE LA PLACE DES ARTS  
L'ALIQUE, L'HOMME DE VERRE (TJ)

FRANCE/ALEXIE LORCA, CLAUDE THÉRET/2004/53 MIN/F

MARIA CALLAS - LIVING AND DYING FOR ART AND LOVE (TJ)

ROYAUME-UNI/STEVE COLE/2003/57 MIN/A

Jeudi 17 mars, à 19h  
Institut Culturel Italien  
Projection: L'Europa prima che altrove è passata per Napoli et Case di Villa réalisées par Giovanni Brusatori  
Présentateur: Giovanna Jatropeili, directrice de l'Institut Culturel Italien  
Invités  
Franco Monteleone, producteur  
Giovanni Brusatori, réalisateur  
Entrée libre

Vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 mars  
Hall de la Cinquième Salle, Place des Arts  
Exposition de costumes et dessins créés par Dominique Lemieux, en collaboration avec Le Cirque du Soleil, à l'occasion du lancement du film *La Griffe* magique réalisé par Carlos Ferrand, présentée vendredi 18 mars, à 19 heures.  
Entrée: 8,50\$

Samedi 19 mars, à 14h  
Cinquième Salle, Place des Arts  
Présentation d'extraits du document interactif *Neigant, profits et regards* de Julie Pélletier, suivi d'une rencontre entre la réalisatrice, les Loco Locass et le public.  
Entrée: 8,50\$ français

Samedi 19 mars, à 19h  
Cinquième Salle, Place des Arts  
Présentation d'extraits du document interactif *Neigant, profits et regards* de Julie Pélletier, suivi d'une rencontre entre la réalisatrice, les Loco Locass et le public.  
Entrée: 8,50\$ français

CONSULTATION DÉTAILLÉE DE LA PROGRAMMATION  
BILLETTERIE EN LIGNE WWW.ARTIFA.COM  
BILLETTERIE CENTRALE PLACE DES ARTS TOUTS LES JOURS À PARTIR DE MIDI  
175, RUE SAINT-ÉTIENNE OUEST / RÉSERVATIONS TÉLÉPHONIQUES 514.842.2112

mercredi 30 mars 2005, 20h

**Trio Trad**

Savant mélange d'airs traditionnels et de compositions originales la musique du Trio Trad, ce sympathique groupe belge formé de deux violonistes et d'un accordéoniste, est sauvage et belle comme ces endroits isolés qui n'ont pour toute frontière que celle du rêve.

Trio Trad, une musique spontanée et vivante, à l'image de ses interprètes!

Québec

Canac

Montréal

Desjardins

Salle pierre-mercure  
CENTRE PIERRE-PÉLADEAU  
300 De Maisonneuve Est, Montréal  
Métro Berri-UQAM  
www.centrepierrerepelaideau.com  
billetterie: 514.987.8919

UQAM

Trio Trad en tournée

19 mars Shawinigan  
30 mars Montréal / Salle Pierre-Mercure  
31 mars Arr. Lasalle / Centre culturel Henri-Lemieux  
2 avril Sainte-Geneviève / Salle Pauline-Julien  
3 avril Drummondville  
7 avril Saint-Jean-sur-Richelieu  
8 avril Weedon  
9 avril Lennoxville  
10 avril Coaticook  
14 avril Bois-Comeau  
15 avril Sept-Îles  
20 avril Grandby  
22 avril Châteauguay  
23 avril Saint-Eustache